

NOTRE PLANÈTE



Revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement - Février 2008

MAINTENIR L'ÉLAN ACQUIS

Financement de mesures en faveur du climat

NOTRE PLANETE

Notre Planète, la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
PO Box 30552
Nairobi (Kenya)
Tél : (254 20)7621 234
Fax : (254 20)7623 927
Mél : unepub@unep.org

Les numéros de Notre Planète peuvent être consultés sur le site du PNUE
www.unep.org/ourplanet

ISSN 101 - 7394

Directeur de publication: Naomi Poulton
Rédacteur : Geoffrey Lean
Coordinateurs : David Simpson
Coordonnatrice assistante : Anne-France White
Collaborateur spécial : Nick Nuttall
Responsable marketing : Manyahleshal Kebede
Graphisme : Amina Darani
Production : Division de la communication et de l'information du PNUE
Impression : Naturaprint
Distribution : SMI Books

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

* Dollars (\$) s'entend des dollars des Etats-Unis.

et aussi

page 3 réflexions
page 4 people
page 8 verbatim et chiffres
page 9 livres
page 18 prix et événements
page 19 www
page 26 produits

Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco...



...indique que les secteurs privé et public ont un rôle clé à jouer dans la promotion du développement durable.

travailler ensemble
- page 5

Kristin Halvorsen, Ministre norvégienne des finances...



...souligne l'importance des taxes écologiques et d'un engagement international en faveur de la lutte contre les changements climatiques.

les pollueurs doivent payer
- page 6

Roberto Dobles, Ministre costaricien de l'environnement et de l'énergie...



...constate une percée dans le financement de la conservation des forêts dont dépend l'avenir de la planète.

l'avenir des forêts - page 10

Martin Parry, Professeur et co-Président du Groupe de travail II du GIEC...



...explique pourquoi on devrait investir immédiatement dans l'adaptation aux changements climatiques.

le moment est venu de s'adapter - page 12

Marina Silva, Ministre brésilienne de l'environnement...



...explique le rôle que les pays en développement sont prêts à jouer dans la lutte contre les changements climatiques.

un engagement sans équivoque - page 14

Monique Barbut, Directrice générale et Présidente du Fonds pour l'environnement mondial...



...explique pourquoi il est impératif de financer efficacement l'adaptation aux changements climatiques.

des paroles aux actes
- page 16

Nicky Gavron, adjointe au Maire de Londres...



...décrit comment les villes prennent la direction des initiatives concrètes sur le terrain partout dans le monde.

piloter le changement
- page 20

Anilla Cherian, consultante indépendante qui a travaillé pour plusieurs organismes des Nations Unies, organismes intergouvernementaux et ONG...



...explique pourquoi il est important pour les pays et les communautés vulnérables d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les objectifs du développement durable.

intensifier les actions - page 22

Christiana Figueres, nouveau membre du Conseil exécutif du Mécanisme pour un développement propre...



...expose un point de vue personnel sur la manière dont le mécanisme devra évoluer pour relever le défi posé par le changement climatique.

accorder l'instrument - page 24

Amitabh Bachchan, l'acteur légendaire de Bollywood...



...décrit comment il a embrassé la cause du changement climatique et comment il s'efforce de persuader des centaines de millions de fans de faire de même.

global cool - page 27

réflexions

par Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

Pour que la communauté internationale applique avec succès la feuille de route adoptée lors des négociations de Bali sur les changements climatiques en décembre, il faut trouver des moyens de mobiliser les milliards de dollars que représentent les marchés financiers et de capitaux dans le monde pour les investir dans l'écologisation de l'économie mondiale.

Une telle écologisation a déjà commencé, sous l'impulsion du Protocole de Kyoto, par la prévision de réductions encore plus importantes dans le cadre d'un nouveau régime climatique après 2012, ainsi que par la prise de conscience croissante que si les économies du XXI^e siècle doivent être compétitives, florissantes et créer une nouvelle génération d'emplois, elles devront être plus économes en ressources et moins dépendantes de ressources naturelles limitées. Le défi consiste dorénavant à accélérer et à intégrer ces débuts concrets et tangibles quoique balbutiants.

Le financement d'une transition vers une société à faible intensité de carbone tout comme la protection des économies contre les changements climatiques comptent parmi les principaux problèmes auxquels seront confrontés les délégués lors de la dixième session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE à Monaco. Les ministres de l'environnement présents ainsi que leurs institutions ont été les premiers à encourager la mise au point d'outils économiques et politiques prospectifs, en nouant des partenariats avec des promoteurs dans le secteur des services financiers, avec l'industrie, avec d'autres organismes des Nations Unies, les syndicats, les scientifiques, la société civile et le législateur.

En préparation de la session extraordinaire et du Forum ministériel mondial sur l'environnement qui y est associé, j'ai demandé une analyse rapide de l'écologisation croissante de l'économie, y compris des travaux conjoints du PNUE. Elle donne une indication de la situation actuelle, voire des orientations à prendre pour la suite, et de la possibilité de relever des défis plus importants en matière de durabilité tels que les Objectifs du millénaire pour le développement et le sort de ceux qui constituent le milliard le plus pauvre du monde, selon les termes du Secrétaire général Ban Ki-moon.

Par exemple :

- 275 institutions financières, gérant 13 000 milliards d'actifs, participent aux Principes pour l'investissement responsable, lancés et préconisés par le PNUE et le Pacte mondial de l'ONU.
- Les transactions financières durables dans le secteur de l'énergie ont dépassé les 100 milliards de dollars en 2006, selon l'Initiative financière en faveur d'une énergie durable du PNUE et la New Economics Foundation.
- Près de 60 pays, y compris 13 en développement, se sont dotés d'objectifs en matière d'énergies renouvelables. Près de 80 disposent de mécanismes de marché, de tarifs de rachat et de normes relatives aux énergies renouvelables.
- Plus de 2,3 millions de personnes travaillent dorénavant dans le secteur des énergies renouvelables contre 2 millions dans celui du pétrole et du gaz.

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.



- 100 000 personnes dans les zones rurales de l'Inde ont maintenant accès à l'énergie solaire depuis que le PNUE et les banques locales ont introduit un mécanisme de prêt abordable. Il est actuellement autofinancé.
- Grâce à l'échange des quotas d'émissions, mis en place essentiellement suite au Mécanisme d'échange de droits d'émissions de l'Union européenne, 362 millions de tonnes de CO₂ ont été échangées en 2005, pour une valeur d'environ 7 milliards d'euros.
- Le mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto a mobilisé près de 6 milliards d'investissements en 2006, soit à peu près autant que les fonds de l'aide publique au développement dans les mêmes domaines.

Le financement pour l'adaptation constitue un défi différent, à savoir mieux utiliser l'assistance traditionnelle au développement ainsi que les marchés. Les montants nécessaires doivent être mieux ciblés. Mais la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques prévoit que d'ici 2030, des investissements supplémentaires pourraient inclure : 14 milliards de dollars pour l'agriculture, la foresterie et les pêches; 11 milliards de dollars pour une nouvelle infrastructure d'approvisionnement en eau; et de 8 à 130 milliards de dollars pour l'infrastructure.

Les économies d'énergies sont particulièrement prometteuses. Si le rythme annuel d'amélioration de l'efficacité énergétique pouvait s'accroître de 2,5 % dans le monde par rapport à son niveau actuel, on pourrait maintenir les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère en-dessous des seuils critiques pour le siècle présent. Comment et à quel coût? On pourrait même se demander si le coût ne serait pas nul compte tenu des économies potentielles considérables qui pourraient être réalisées sur les factures de combustibles et sur l'exploitation des ressources ainsi que des incidences économiques du changement climatique qui pourraient être évitées.

L'importance accordée au changement climatique en 2007, encouragée par la recherche scientifique, a été absolument stupéfiante. Les décideurs politiques doivent dorénavant trouver les solutions. Un grand nombre d'entre elles proviendront fondamentalement des marchés des changes et des centres bancaires ainsi que des salles de réunion des grandes entreprises mondiales, à condition que les gouvernements saisissent l'occasion, définissent les objectifs et élaborent les règles d'une économie à faible intensité de carbone.

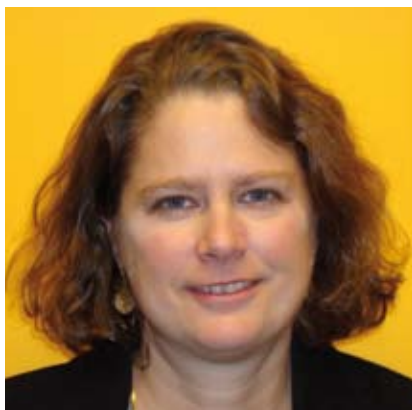
Photo de couverture © HARALD SUND / Gallo Images / Getty Images. Le soleil se lève sur une ère nouvelle dans la lutte contre les changements climatiques. Les gouvernements, les sociétés commerciales et les organisations ont pris conscience du potentiel considérable des outils économiques pour financer la transition à une économie à faible intensité de carbone. Le PNUE joue un rôle d'avant-garde dans cet effort, en aidant à circonscrire les problèmes et à trouver des solutions.

BONO, artiste en vue de l'ensemble de musique pop U2, est connu depuis longtemps pour son militantisme véhément contre la pauvreté. Mais le



Forum économique mondial de Davos l'a vu adopter une nouvelle cause — celle des changements climatiques. Bono est monté sur scène aux côtés de Al Gore, ancien Vice-président américain et défenseur du climat, pour demander que soient trouvées des solutions associant la lutte contre le réchauffement de la planète et la pauvreté. « Le poids de cette crise du climat va se faire sentir dans le monde en développement. Tout ce que vous aurez accompli jusqu'ici sera anéanti si vous ne vous attaquez pas à ce problème », a dit Bono aux dirigeants politiques et capitaines d'industries présents à cette réunion.

AMY FRAENKEL, nouvelle directrice du Bureau régional du PNUE pour l'Amérique du Nord, a plus de 20 ans d'expérience en droit et en politique dans



les domaines maritime et environnemental. Elle a travaillé pour les départements exécutif et législatif du Gouvernement américain, des organisations intergouvernementales et le secteur privé. Mme Fraenkel entre au service du PNUE après avoir rempli les fonctions de conseiller au Sous-comité des océans, de l'atmosphère, des pêches et de la garde côtière du Comité du Sénat américain sur le

commerce, les sciences et les transports. Avant d'intégrer le Sénat, Mme Fraenkel était conseillère politique au Bureau des affaires internationales de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement à Washington. Elle y a exercé les fonctions de coordinatrice pour le PNUE et négocié des accords pour le compte du PNUE, de l'Organisation maritime internationale, de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle a également été consultante auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'OCDE.

L'entrepreneur **TULSI TANTI**, spécialiste de l'énergie éolienne, est l'un des deux indiens qui ont vu leur nom inscrit sur la liste des « Héros de



l'environnement » de la revue Time (l'autre étant le glaciologue DP Dobhal). La première entreprise montée par Tulsi Tanti, une usine de textile, souffrait tellement des coûts prohibitifs de l'énergie qu'il s'est acheté deux éoliennes. Cela lui a ensuite donné l'idée de monter une usine de fabrication d'éoliennes. Dès 2005, Tulsi Tanti figurait sur la liste Forbes des hommes d'affaires les plus riches de l'Inde. Sa société, Suzlon, occupe le quatrième rang des fabricants d'éoliennes du monde, avec des usines sur quatre continents et des fermes d'éoliennes sur tout le continent asiatique. « Oui, l'écologie est un bon business », déclare-t-il, « mais pas seulement pour faire de l'argent, mais aussi pour être faire preuve d'un sens des responsabilités ».

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, a nommé **ANGELA CROPPER**, ressortissante de la Trinité-et-Tobago, au poste de Directrice exécutive adjointe du PNUE et sous-Secrétaire générale. Mme Cropper prend ses fonctions en février. Elle succède à Shafqat Kakakhel qui a consacré avec dévouement neuf ans à ce poste. Ayant pendant longtemps fait campagne en faveur de l'environnement et ayant été membre



du Parlement de la Trinité-et-Tobago, Mme Cropper apporte au PNUE une solide expérience en matière de politique, d'analyse et de négociations sur les questions écologiques. Elle a occupé des postes de haut niveau dans toute une série d'institutions nationales et internationales, notamment le secrétariat du Marché commun des Caraïbes (CARICOM) et l'Union mondiale pour la nature (UICN). Elle a aussi apporté sa contribution à de nombreux conseils, trusts, comités et évaluations mondiales importants et concernant l'environnement. Parmi les postes de haut rang que Mme Cropper a occupés précédemment, nous retiendrons celui de Secrétaire exécutive intérimaire de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et celui de Conseillère pour l'environnement et le développement auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

S.A.R. le Prince héritier d'Abu Dhabi, Sheikh **MOHAMMAD BIN ZAYED AL NAHYAN**, met son pays riche en pétrole au premier rang des investisseurs dans les énergies renouvelables. En janvier, il a annoncé au Sommet mondial de l'énergie à Abu Dhabi que 15 milliards de dollars seraient investis dans des projets relatifs à des sources d'énergie alternatives, notamment éolienne et solaire, et dans des techniques de séquestration



du carbone. Les fonds seront transférés dans le cadre de la nouvelle initiative Masdar qui espère obtenir plus de 200 milliards de dollars pour les énergies renouvelables pendant la prochaine décennie. Le projet le plus remarquable présenté par Masdar est un plan de construction de « la première ville du monde sans carbone, sans déchets, sans voitures ». La ville sans voitures sera conçue de façon à fonctionner entièrement avec de l'énergie renouvelable et elle devrait être achevée d'ici à 2015. Le Prince héritier a également annoncé la création du Prix Zayed pour l'énergie de demain qui attribuera un total de 2,2 millions de dollars par an à « trois personnes ou organisations ayant apporté une contribution importante à l'avenir énergétique au niveau mondial ».

Le Royaume-Uni a nommé **ADAIR TURNER**, ancien dirigeant de Merrill Lynch, à la tête de son nouveau Comité sur les changements climatiques



pour conseiller le gouvernement sur les objectifs de réduction des émissions de dioxyde de carbone. Ce Comité très puissant déterminera la quantité de gaz à effet de serre que le Royaume-Uni devrait émettre pendant des périodes successives de cinq ans afin d'atteindre son objectif de réduction radicale des émissions, de 60 % par rapport aux niveaux de 1990, d'ici à 2050. Se félicitant de sa nomination, le Secrétaire à l'environnement, Hilary Benn, a déclaré que « le Comité sur les changements climatiques jouera un rôle capital dans l'offensive que nous menons pour instaurer une économie à faible intensité de carbone en Grande-Bretagne ». M. Turner, législateur à la Chambre des Lords a dirigé deux commissions gouvernementales sur les bas salaires et les retraites et il est membre du Conseil d'administration du Fonds mondial pour la nature. Auparavant, il avait occupé les postes de Vice-président du département européen de Merrill Lynch et de Directeur général de la Confédération de l'industrie britannique.

travailler ensemble

Message de Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco



A l'occasion de la dixième session extraordinaire du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Forum ministériel mondial sur l'environnement se tiendra pour la première fois à Monaco, du 20 au 22 février 2008.

C'est une reconnaissance de l'action conduite par la Principauté dans ce domaine. La politique environnementale est en effet au cœur de nos préoccupations. Elle est présente dans tous les aspects de la vie économique, sociale et culturelle de la Principauté.

L'un des thèmes principaux de cette rencontre sera « Globalisation et environnement, mobilisation économique face aux changements climatiques ». C'est en se mobilisant tous, partenaires privés et publics, aux niveaux local et international, que nous pourrons mettre en oeuvre des solutions afin de préserver l'avenir de notre planète.

Relever ce défi, c'est élaborer ensemble des réponses aux problèmes posés. Les annonces unilatérales ne régleront pas cette situation. En effet, cette menace est planétaire.

L'un des principaux objectifs de cette réflexion sera, selon moi, de montrer que, ensemble, les finances publiques et le secteur financier privé ont un rôle clé à jouer dans la promotion du développement durable.

Les coûts pour ramener les émissions au niveau actuel en 2030 ont été estimés par la CCNUCC à plus de 200 milliards de dollars par an.

Les budgets publics devront augmenter de façon considérable. Une part significative de l'investissement envisagé dans le secteur de la génération d'énergie doit être dédiée aux énergies renouvelables. Des investissements supplémentaires seront nécessaires dans la recherche et le développement de nouvelles technologies.

Mais cet effort budgétaire conséquent sera vain si les sources d'investissements privés ne sont pas renforcées.

L'heure n'est plus maintenant à l'opposition entre les notions d'écologie et de développement économique. Aujourd'hui les enjeux sont importants et toutes les branches de l'économie doivent contribuer à la réalisation de cette nouvelle ambition en conjuguant innovations technologiques et respect de l'environnement. C'est une source de croissance certaine.

Cette dixième session extraordinaire du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sera un moment unique pour définir une façon concertée d'agir et instaurer une éthique environnementale.



Les changements climatiques sont là. Il ne s'agit plus de se demander si les comportements humains y contribuent, mais plutôt de chercher à déterminer quelle sera l'ampleur des dégâts et dans quelle mesure ils seront irréversibles. Pourtant, la prise de conscience par l'opinion publique — et la priorité accordée au niveau politique aux questions intéressant les changements climatiques et à la nécessité de les atténuer — me conduisent à penser qu'il ne faut pas perdre espoir.

Les changements climatiques sont de loin le plus important problème d'environnement auquel le monde est confronté, mais il est encore possible d'y faire face. Dans mon optique de Ministre des finances, je peux dire que la Norvège mène une politique double. Elle dispose d'une longue et riche expérience en matière de taxation écologique, qui a pour but de rendre la consommation nationale plus écologiquement rationnelle et de favoriser l'innovation technologique. Cependant, les changements climatiques exigent aussi une riposte internationale solide, cohérente et durable. Un système international d'échange de droits d'émission, assorti de quotas rigoureux, est indispensable. Cet aspect a été couvert dans une certaine mesure lors des débats sur le climat, tenus à Bali en décembre. Je continuerai, pour ma part, à insister sur ces questions.

Des taxes ont été introduites en Norvège pour réduire les émissions dans l'air et dans l'eau ayant des effets nocifs sur l'environnement et pour diminuer le volume des déchets produits. La première taxe ayant expressément un objectif écologique a été prélevée sur le soufre contenu dans l'huile minérale en 1971, la Norvège étant en outre l'un des premiers pays à introduire une taxe sur le CO₂. Aujourd'hui, elle impose des taxes écologiques sur les émissions de gaz à effet de serre, le soufre, les oxydes d'azote, le traitement final des déchets, les produits chimiques qui nuisent à l'environnement et à la santé, et l'emballage des boissons, ainsi que plusieurs autres taxes différenciées en fonction des normes environnementales. Ce dispositif a contribué à la fois à des réductions des émissions et au développement de nouvelles technologies.

L'actuel gouvernement a introduit plusieurs nouvelles taxes écologiques. Il poursuivra ce réaménagement fiscal et tirera parti des recettes générées par l'augmentation des taxes écologiques pour diminuer les autres impôts directs et indirects. En Norvège, les taxes écologiques et énergétiques représentent désormais 5,5 % des recettes fiscales de l'Etat — soit l'équivalent de 1,5 % du PIB en 2007, ce qui est l'un des pourcentages les plus élevés parmi les pays de l'OCDE. Il est possible, de ce fait, de maintenir un niveau élevé de protection sociale, sans accroître les autres impôts. L'objectif essentiel des taxes en question est, et sera toujours, de réduire la consommation et la production nuisibles à l'environnement. Mais le fait qu'elles augmentent le revenu, tout en améliorant l'environnement, n'est pas un handicap.

En ma qualité de Ministre des finances, je coordonne aussi les travaux du gouvernement sur le développement durable. La protection de nos ressources communes au moyen des politiques environnementales n'est pas incompatible avec un développement économique et social soutenu, dont elle est en fait un préalable. Les mesures d'atténuation, et notamment leurs coûts et conséquences pour l'économie, doivent être prises en compte dans toutes les décisions politiques.

La Norvège est un ferme partisan du principe pollueur-payeur. Au travers d'instruments de politique économique, comme les taxes écologiques et les permis d'émission, la pollution est rendue coûteuse et les réductions des émissions économiquement souhaitables. Plus de 75 % des émissions de gaz à effet de serre du pays sont réglementées, soit par des taxes soit par des permis. Prélever une taxe équivaut à faire payer les émissions et incite le pollueur à réduire celles-ci aussi longtemps que les coûts ainsi encourus restent inférieurs à la taxe à acquitter. Dans ce contexte, les réductions sont opérées de la manière la moins onéreuse possible et des incitations sont créées pour qu'elles interviennent là où le coût pour l'économie est le plus faible, permettant ainsi de tirer au mieux parti des ressources dépensées. Des politiques efficaces par rapport aux coûts donnent en outre aux pays la possibilité de prendre des engagements internationaux plus ambitieux.

Un système d'échange de droits d'émission fonctionne de la même manière, mais dans ce cas c'est le marché qui détermine le prix. Les émetteurs qui peuvent réduire les émissions pour un coût relativement faible cèdent des droits aussi longtemps que le prix du marché dépasse ce coût. Inversement, les émetteurs qui supportent



d'importants coûts d'atténuation achèteront des droits aussi longtemps que le prix du marché est inférieur à ces coûts. Près de 40 % des émissions de gaz à effet de serre de la Norvège seront couvertes par ce système.

Un système efficace exige que des quotas soient attribués pour créer des incitations à la réduction des émissions. Il faut pour cela que le volume total des quotas attribués soit suffisamment en deçà du niveau effectif des émissions. En Norvège, les quotas fixés représentent 80 % des émissions totales des entités réglementées par le système. Seulement 30 % des quotas sont attribués gratuitement. Cette approche doit permettre de susciter à la fois une hausse des prix et de réelles réductions des émissions.


Les marchés du carbone sont des instruments clés pour réduire de façon efficiente les émissions globales de gaz à effet de serre et je constate avec satisfaction que le nombre de systèmes d'échange de quotas et leur couverture sont en progression.

Les pays doivent payer

par Kristin Halvorsen

La Norvège est persuadée que le Système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne pourrait être un très bon point de départ pour la mise en place d'un système mondial, et elle est tout à fait disposée à prendre part à l'effort qui sera entrepris pour couvrir davantage de pays et de secteurs. Un système international assorti de quotas négociables vise essentiellement à inciter dans la même mesure tous les pays à réduire les émissions. Chacun d'entre eux doit ensuite répercuter les coûts de réduction sur les émetteurs nationaux. Par ce biais, les producteurs et les consommateurs sont amenés à contribuer à la réduction des émissions. Un prix du marché mondial pour les émissions de gaz à effet de serre incitera les pays, les entreprises et les individus à investir dans des actifs à faible intensité de carbone, contribuant ainsi à mettre la planète sur la voie du développement durable.

Un système mondial de quotas également répartis générera une demande de permis de la part des pays développés et deviendra de cette façon un moyen de transférer les ressources des pays riches vers les économies émergentes et les pays

en développement. Ces derniers ont le droit de se développer, mais ils devraient être fortement incités à faire en sorte que leur croissance ne nuise pas au climat et être largement récompensés pour leurs efforts. Un tel régime devrait se traduire par une atténuation plus grande pour chaque dollar dépensé ainsi que par d'importants transferts de ressources aux pays en développement pouvant être utilisées par ces pays pour des activités d'adaptation et de reboisement et des investissements dans les technologies durables. Un système international d'échange de droits d'émission qui fonctionne bien fournira au secteur privé partout dans le monde de puissantes et indispensables incitations en faveur de la réduction des émissions. Les entreprises savent qu'un plafonnement plus strict des émissions de gaz à effet de serre conduira à une augmentation des prix des permis. Leurs décisions seront donc immédiatement influencées par l'anticipation d'une hausse des coûts liés aux émissions. Pour un impact maximum, il est donc impératif que chacun se rende compte au plus tôt qu'un accord mondial efficace est la seule solution crédible à long terme. 

verbatim



© AFP/Gallo Images

« Cela montre que l'environnement fait désormais partie intégrante de l'ordre du jour proprement dit »

Commentant l'absence d'un ordre du jour officiel sur l'environnement, au Forum économique mondial tenu à Davos cette année, l'entrepreneur et écologiste Shai Agassi déclare

« J'ai le sentiment que nous avons parcouru un bon bout de chemin. Les Etats-Unis adhèrent pleinement à cette cause et veulent simplement s'assurer que nous agissons réellement tous de concert. Nous irons de l'avant et nous nous associerons au consensus. »

Paula Dobriansky, chef de la délégation américaine à la Conférence de Bali sur les changements climatiques

« Dans le cadre du processus mené par l'Organisation des Nations Unies, nous devons mettre au point le successeur du Protocole de Kyoto qui arrive à échéance en 2012. Il pourrait être utile que d'autres pays prennent des initiatives nouvelles. Mais il est important qu'elles passent par l'ONU. Pour moi, ceci n'est pas négociable. »

Angela Merkel, Chancelière allemande

« Les énergies actuelles ne suffiront pas à répondre à la demande mondiale toujours plus forte en énergie, même si les émissions sont ramenées aux niveaux nécessaires. Nous devons développer et commercialiser de nouvelles technologies de production d'énergie transcendant le système actuel, qui repose sur les combustibles fossiles, les émissions de carbone et l'activité économique. En d'autres termes, la planète a besoin d'une révolution technologique. »

Condoleezza Rice, Secrétaire d'Etat américaine

« Les conséquences des changements climatiques dans le monde présentent une telle urgence qu'il importe peu de savoir qui en est responsable; ce qui importe, c'est de savoir qui est responsable de l'avenir – et en fait nous le sommes tous. Les pays riches et les pays pauvres ont des responsabilités différentes. Mais il en est une que nous partageons, et c'est celle de l'action, encore de l'action, et toujours de l'action! Il est temps que nous nous retrouvions dans le cadre d'un nouvel accord international qui englobe à la fois pays riches et pays pauvres. »

Arnold Schwarzenegger, Gouverneur de Californie

« Les politiques relatives aux changements climatiques ne peuvent être la cerise sur le gâteau du développement; elles doivent figurer dans la recette de la croissance et du développement social. »

Robert Zoellick, Président de la Banque mondiale

« Si le monde progresse vers un avenir à faible carbone, les sociétés qui auront de l'avance sur les autres pour trouver des solutions permettant d'y parvenir seront aussi celles qui en tireront le plus grand profit. »

Rajendra Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

« Pour les Australiens, le changement climatique n'est plus une menace lointaine. Nos rivières s'assèchent, les feux de brousse sont plus dévastateurs et plus fréquents que jamais et nos merveilles naturelles – la Grande barrière de corail, le parc national de Kakadu, les forêts tropicales – sont maintenant en danger. »

Kevin Rudd, Premier ministre australien

40 %

pourcentage de la population mondiale qui pourrait être touchée par la fonte des neiges et des glaciers en Asie — *selon un rapport de l'ONU*

60 %

pourcentage des services rendus par les écosystèmes dégradés ou utilisés de manière non viable à long terme — *GEO-4*

70 %

pourcentage des ressources en eau affectées à l'irrigation. Selon le GEO-4, pour atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement relatif à l'éradication de la famine, il faudrait doubler la production alimentaire d'ici 2050 — *GEO-4*

30 milliards de dollars

valeur du marché du carbone en 2006, soit trois fois plus qu'en 2005. Ce marché était dominé par des allocations de l'Union européenne approchant les 25 milliards de dollars — *Banque mondiale*

2 milliards de dollars

montant que George W. Bush s'est engagé à affecter au cours des trois prochaines années au nouveau Fonds pour des technologies propres — *discours sur l'état de l'Union*

40 %

augmentation du trafic aérien en nombre de kilomètres parcourus entre 1990 et 2003 — *GEO-4*

chiffres

100 milliards de dollars

investissements mondiaux dans les énergies renouvelables. Ce chiffre représente 18 % des nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie — *selon un rapport PNUE/SEFI*

20 %

pourcentage de la réduction des émissions de CO₂ proposée par la Commission européenne dans son nouveau programme sur le changement climatique — *Commission européenne*

1 million

nombre d'emplois qui seraient créés en Europe grâce à une amélioration de 20 % du rendement énergétique — *selon le rapport du PNUE « Green Jobs »*

50 000 ans

durée de séjour de certains gaz à effet de serre dans l'atmosphère — *GEO-4*

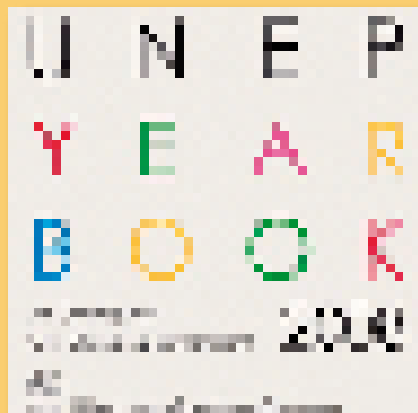
34 %

pourcentage d'accroissement de la déforestation en Amazonie en 2007 par rapport à 2006 — *selon le Gouvernement brésilien*

40 %

pourcentage des énergies mondiales utilisées dans le secteur du bâtiment, qui est également responsable d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre — *selon un rapport du PNUE*

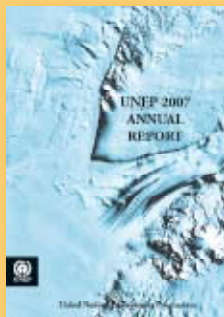
Annuaire PNUE 2008 — Vue d'ensemble de notre environnement en mutation



L'Annuaire PNUE 2008 (auparavant Annuaire GEO) est le cinquième rapport annuel sur le changement climatique produit par le PNUE en collaboration avec de nombreux experts de l'environnement dans le monde. Il appelle l'attention sur les nouveaux développements et les dernières recherches scientifiques et souligne les interconnexions complexes entre le changement climatique, l'intégrité de l'écosystème, le bien-être des populations et le développement économique. Cet exposé général recense les faits importants dans le domaine de l'environnement pour 2007. Il comprend un panorama d'ensemble de certains des efforts novateurs et déjà fructueux au niveau des marchés et des cercles financiers déployés pour lutter contre la montée de la crise au niveau climatique. En conclusion, le chapitre sur les nouveaux défis analyse les derniers résultats des recherches scientifiques sur le rôle du climat arctique dans le changement climatique.

Rapport annuel du PNUE

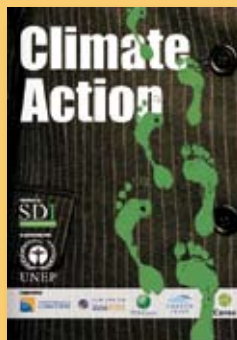
Cette synthèse des activités du PNUE pour 2007 fournit un aperçu de la contribution de l'organisation à la lutte contre le changement climatique tout au long d'une année où il est devenu évident que le réchauffement climatique s'impose dorénavant comme un défi incontournable. Le rapport examine également une vaste gamme d'autres activités réalisées par le PNUE dans le cadre de son mandat, à savoir fournir une orientation dans le domaine de l'environnement et promouvoir le développement durable.



Action Climat

Lancé à Bali lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Action Climat, mis en place par le PNUE en partenariat avec Sustainable Development International, conseille les gouvernements et les entreprises sur la manière de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Il présente une série d'articles qui encouragent le partage des meilleures pratiques et l'élaboration de nouvelles technologies et d'initiatives pour réduire le CO₂, en insistant sur les perspectives offertes aux entreprises et aux gouvernements. Grâce à la collaboration d'auteurs tels que Ban Ki-moon,

le Docteur Rajendra Pachauri, Sir Nicholas Stern et Eileen Claussen, cet ouvrage favorise le dialogue entre les gouvernements et l'industrie internationale et met en lumière le partage des meilleures pratiques tout en informant sur les dernières tendances au niveau du marché, les menaces potentielles et les moyens disponibles pour répondre à l'augmentation des températures dans le monde.



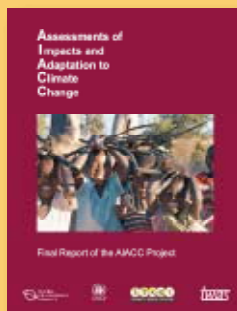
Changement climatique 2007 — Rapport de synthèse

Ce dernier rapport établi par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) expose les défis que le monde devra relever du fait du changement climatique ainsi que les occasions à saisir. L'ouvrage, dernière partie du quatrième rapport d'évaluation du GIEC, comprend un résumé à l'intention des décideurs politiques, lequel insiste sur l'urgence d'une action pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que sur les coûts économiques et les atouts d'une transition vers une société à faible intensité de carbone. Il comprend un examen détaillé des observations sur le changement climatique et une modélisation pour chaque continent ainsi que des simulations de modèles climatiques. Rédigé par plus de 600 experts mondiaux de renom, il constitue la référence scientifique pour tous ceux qui s'intéressent au changement climatique et à ses conséquences.



Changement climatique et adaptation

La plupart du monde en développement est extrêmement vulnérable au changement climatique, mais ces régions n'ont pas encore été étudiées suffisamment et les lacunes en termes de connaissances empêchent toute adaptation efficace. « Changement climatique et adaptation » a pour objet de contribuer à combler ces lacunes en présentant les résultats d'études de cas en Afrique, en Asie et en Amérique latine, lesquelles explorent la nature et les causes de la vulnérabilité au changement climatique, les pratiques actuelles pour gérer les risques associés au climat ainsi que des stratégies d'adaptation au changement climatique. L'ouvrage est produit par le projet AIACC « Evaluation des incidences et adaptation au changement climatique » du PNUE. Les études de cas ont été coparrainées par le GIEC et ont apporté une contribution majeure au quatrième rapport d'évaluation du Groupe.



www.unep.org/publications

Carbon Finance: The Financial Implications of Climate Change

Sonia Labatt et Rodney R. White (Wiley, Avril 2007)
Dans cet ouvrage, les auteurs évaluent le marché du carbone, en pleine expansion, en analysant les opportunités financières et les défis que présentent les changements climatiques pour l'activité bancaire, les assurances et les investissements, ainsi que pour le secteur de l'énergie et le secteur réglementé. Ils fournissent également une description approfondie des mesures d'adaptation et des polices d'assurance offertes pour gérer les risques dans une économie tributaire du carbone.



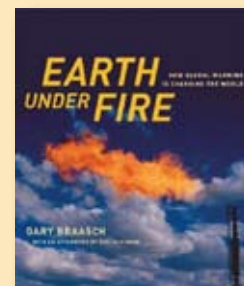
World in Transition — Climate Change as a Security Risk

(Earthscan, 2008)
Ce rapport établi par le Conseil consultatif allemand sur les changements climatiques fait valoir qu'au cours des décennies à venir, ces changements sont susceptibles d'aggraver les tensions et de renforcer les luttes pour les ressources naturelles dans un monde qui devra se plier à des contraintes climatiques. L'ouvrage appelle l'attention sur des régions qui pourraient devenir le théâtre de conflits au XXI^e siècle, menaçant plus que jamais la sécurité nationale et internationale, à moins que le changement climatique ne soit maîtrisé. Mais les auteurs précisent également qu'il pourrait constituer un facteur d'union au sein de la communauté internationale, sous réserve que celle-ci admette qu'il constitue une menace pour l'humanité et qu'elle prenne des mesures pour éviter tout changement climatique anthropogénique dangereux en adoptant une politique climatique dynamique et coordonnée au niveau mondial. L'ouvrage montre clairement que la politique climatique est une politique de sécurité préventive.



Earth under fire: How Global Warming Is Changing the World

Gary Braasch (University of California Press, 2007)
« Earth under Fire » est une analyse globale des effets du changement climatique dans le monde. Au moyen de photographies, de cartes et de citations alarmantes des plus grands experts climatiques internationaux, l'ouvrage explique comment la terre est en train de changer. A l'aide de 110 photographies ainsi que de cartes et d'exposés scientifiques, elle illustre les transformations qui affectent notre planète, des climats extrêmes à la fonte des glaciers, en passant par l'interruption des migrations des animaux et de la croissance des plantes, y compris les incidences importantes sur la vie humaine, les villes et les cultures.



l'avenir

Les forêts tropicales sont l'un des écosystèmes les plus précieux de la planète. Elles sont le sanctuaire d'une variété considérable d'espèces et le dépositaire d'une riche diversité de ressources génétiques. Elles offrent des services essentiels pour l'environnement — depuis la conservation des sols et des bassins hydrographiques jusqu'à la protection contre les inondations, les glissements de terrain et autres catastrophes naturelles. De plus, elles représentent des sources importantes de recettes provenant du tourisme. Sur le plan international, les forêts ont un rôle crucial à jouer pour maintenir l'équilibre climatique en tant que réservoirs et puits de carbone. Les forêts permanentes constituent le réservoir le plus important de dioxyde de carbone sur terre. Cependant, le déboisement se poursuit et touche maintenant 13 millions d'hectares par an, soit 1,5 % des 858 000 millions d'hectares de forêts tropicales au monde.

Alors même que l'on estime à 20 % les émissions mondiales de gaz à effet de serre associées au déboisement — dont les deux tiers sont attribués à la perte de forêts tropicales — jusqu'à une date récente, on jugeait plus commode d'escamoter cette question.

Il y a deux ans, à Montréal, la onzième Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a repris la question sous un nouveau point de l'ordre du jour intitulé « Réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement : moyens destinés à encourager des mesures appropriées ». Sur proposition de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Costa Rica, une décision a finalement été adoptée en décembre dernier par la treizième Conférence des Parties, à Bali. Cette décision intitulée « Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) » est un succès majeur car elle envoie un message fort, à savoir que les pays en développement sont prêts à réduire les émissions et désireux d'y arriver.

La Conférence de Bali — déjà baptisée « la Conférence des forêts » — a également abordé la question des moyens politiques et des incitations en vue de réduire les émissions dues au déboisement, ainsi que le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des ressources en carbone des forêts dans les pays en développement. Ces éléments sont repris dans le Plan d'action de Bali en vue d'assurer la mise en œuvre intégrale, efficace et durable de la Convention grâce à une coopération à long terme dans le cadre des nouvelles dispositions internationales sur le climat, qui seront appliquées lorsque celles du Protocole de Kyoto arriveront à échéance en 2012. Ainsi, Bali a enfin pris en compte la foresterie dans l'équation climatique.

Nombreux sont ceux qui considèrent que la compensation des réductions dans le cadre du système REDD permettrait de fixer des objectifs plus ambitieux pour l'après 2012, de réduire le coût de l'atténuation des changements climatiques et de gagner du temps à consacrer à la recherche-développement de technologies destinées à réduire les émissions futures. Elle renforcerait également la contribution des pays en développement puisque, dans beaucoup d'entre eux, les émissions sont essentiellement imputables au déboisement.

On ne sait pas encore quelle forme prendront les mécanismes de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement, mais comme il existe déjà des projets et des expériences pilotes, il conviendra de s'en inspirer. Tout porte à croire que ces mécanismes varieront en fonction du contexte, tout en suivant certaines orientations générales (dans le cas d'une approche volontaire non fondée sur le marché) ou les principes fondamentaux régissant les systèmes de marché (dans le cas d'un instrument du régime climatique post-2012 fondé sur le marché).

des forêts

par Roberto Dobles

Il existe déjà des méthodes assez bonnes pour concevoir le mécanisme REDD, fixer les niveaux de référence des émissions (sur la base des émissions passées et en tenant compte du contexte national), projeter les réductions futures et créer des protocoles de suivi et d'établissement de rapports.

La gouvernance est le plus gros problème, et les difficultés institutionnelles et politiques à surmonter sont importantes. Il faudra beaucoup investir pour développer les capacités institutionnelles et les connaissances techniques, ainsi que pour engager une réforme politique et réglementaire puisque le déboisement n'est qu'un effet secondaire du manque de gouvernance, des lacunes juridiques et des politiques non forestières.

Selon ce qui pousse à la déforestation, les paiements REDD pourraient être utilisés pour :

- renforcer la politique à suivre et prendre des mesures novatrices, notamment en matière d'application des lois et de renforcement des capacités;
- favoriser la participation des parties prenantes grâce à des incitations économiques telle que le paiement des services environnementaux. La première de ces mesures donnera l'occasion de réformer la gouvernance. La deuxième sera un moyen de traduire les paiements carbone en mesures efficaces pour encourager la gestion durable des forêts, en associant un soutien au niveau international et des actions au niveau national.

La question de savoir comment sera financée la compensation de ces réductions ou la mise en valeur des puits de carbone est restée sans réponse. Selon *l'Etude de l'économie des changements climatiques* réalisée par Stern, la réduction de moitié des taux mondiaux de déboisement au cours de la prochaine décennie coûterait de 5 à 10 milliards de dollars par an avec un ensemble de mesures politiques et d'incitations.

Des paiements sont déjà effectués pour la fixation du carbone provenant du boisement et du reboisement. Toutefois, après la décision de Bali sur la Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), celles-ci pourront également bénéficier d'un financement au titre de la Convention, bien que l'on ne sache pas encore comment cela se fera après 2012.

Le carbone des forêts a été exclu jusqu'ici des marchés réglementés en raison des préoccupations concernant la méthode à suivre et la stabilité des marchés. Or il est désormais admis que les problèmes d'ordre méthodologique peuvent être surmontés et que le carbone des forêts est d'importance vitale pour atténuer les changements climatiques.

Les inquiétudes relatives à la stabilité des marchés portent surtout sur l'impact que pourrait avoir, sur l'objectif du Protocole de Kyoto déjà fixé pour 2008-2012, l'ampleur des réductions d'émissions suite à la décision REDD dans les pays en développement. La situation après 2012 sera différente. Les engagements concernant le nouveau régime climatique n'ont pas encore été arrêtés mais ils devraient être beaucoup plus ambitieux. L'ordre de grandeur probable des crédits pour la Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) devrait donc être source d'espoir et non de préoccupation.

L'association d'un objectif ambitieux à long terme et d'engagements du type Kyoto à court terme pourrait créer un très bon équilibre entre la demande et l'offre de

réductions d'émissions provenant du déboisement et l'amélioration des stocks de carbone grâce à la gestion durable des forêts. Une déstabilisation éventuelle du marché est donc un argument faible au regard des crédits de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD).

Les pays en développement qui souhaitent réduire leurs émissions liées au déboisement doivent immédiatement avoir accès au marché du carbone car ils pourront ainsi rapidement tirer des enseignements des mesures prises très tôt. La possibilité de cumuler les réductions d'émissions compensées dans le cadre du mécanisme REDD permettra de saisir des opportunités qui risquent de ne pas se présenter très longtemps vu les tendances actuelles.


Les décisions visant à convertir les forêts ne tiennent pas compte de la valeur qu'elles ont pour l'environnement, puisque de telles externalités ne sont pas prises en compte dans l'équation coûts-bénéfices, alors même que les coûts sociaux du déboisement dépassent les profits personnels. C'est pourquoi les forêts continueront d'être converties ou dégradées.

En 1950, la moitié du territoire costaricien était couvert de forêts, mais cette proportion était tombée à 29 % en 1986. Au cours de la dernière décennie, la tendance s'est inversée, tant sur les terres publiques que privées. Le déboisement est désormais plus que compensé par le reboisement et la régénération des terres productives abandonnées, de sorte que le couvert forestier est presque revenu à son niveau de 1950.

Ce succès est dû à un ensemble remarquable d'innovations institutionnelles et de réformes juridiques au milieu des années 1990. En 1996 par exemple, une nouvelle loi a explicitement reconnu les services écologiques rendus par les forêts à l'environnement et compensé les propriétaires privés qui s'étaient engagés à protéger les forêts pendant 20 ans. Simultanément, le Costa Rica a agi avec fermeté en créant un Système national de zones protégées relevant du Ministère de l'environnement et de l'énergie. Ainsi, vers la fin des années 1990, un nouvel ensemble d'institutions était prêt à négocier, par l'intermédiaire du gouvernement, la création de marchés pour les services environnementaux rendus par les forêts.

La protection des écosystèmes forestiers est une question d'intérêt général et il est difficile de concevoir une solution efficace et équitable sans offrir une compensation appropriée à ceux qui en sont les garants. Le mécanisme de compensation REDD est crucial car il constitue une mesure d'encouragement unique pour remédier à certaines carences sous-jacentes de la gouvernance et du marché.

Du point de vue du marché, ce mécanisme réconcilie l'offre et la demande en rendant la gestion durable des forêts plus attrayante. S'agissant de la gouvernance, il offre une possibilité de réforme et de diminution des coûts de renoncement correspondant au manque à gagner

Si les pays veulent se lancer sur les marchés du carbone des forêts, il leur faut s'attaquer aux carences en matière de gouvernance et de politique. Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent également investir dans le renforcement des capacités. Tout ceci diminuera les coûts de transaction et les risques pour les acheteurs, et augmentera ainsi la demande et la volonté de rémunérer les services rendus par les écosystèmes. Toutefois, on ne pourra intégrer pleinement les crédits de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) dans le marché du carbone que lorsqu'il existera un régime mondial concernant le climat après 2012. 



Le moment est venu de s'adapter

par Martin Parry

A mesure que les mois passent, il apparaît à l'évidence que nous devons nous adapter aux changements climatiques. Bien entendu, des mesures doivent être mises en place sans tarder pour les atténuer en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, mais elles doivent s'accompagner d'investissements pour une adaptation des régions les plus touchées. Plus tôt nous consacrons des ressources à l'adaptation, moindres seront les dommages que nous aurons à subir.

Dans son dernier rapport d'évaluation, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est arrivé à la conclusion que les effets des changements climatiques sont déjà perceptibles. La température à la surface de la terre s'est élevée de 0,5°C en raison des gaz à effet de serre atmosphériques et nous pouvons percevoir les conséquences de ce phénomène sur chaque continent — les plus troublantes étant la sécheresse et le réchauffement dont souffre actuellement la région du Sahel en Afrique et l'élévation du niveau de la mer, catastrophique pour les plaines alluviales côtières et les petites îles. Certaines mesures d'adaptation ont été mises en place, mais elles ne sont guère planifiées et très peu de ressources supplémentaires leur ont été jusqu'ici consacrées.

Un plus fort réchauffement est inévitable. Car même si nous réduisons les émissions immédiatement et dans de telles proportions que les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre puissent être stabilisées à leur niveau actuel — ce qui est une tâche impossible — une hausse des températures d'environ 0,6°C serait quand même inéluctable du fait de l'inertie thermique des océans et de l'atmosphère. Ainsi, une hausse de 1,1°C de la température de la planète est le minimum auquel on peut s'attendre. Cela laisse présager : une réduction de l'approvisionnement en eau — avec un recul correspondant de la productivité agricole — dans les tropiques secs; une plus grande fréquence des inondations dans les zones côtières; et une augmentation de la morbidité et de la mortalité dues aux vagues de chaleur et aux sécheresses. L'adaptation est le seul moyen de réduire voire éviter ces incidences.

Les humains ont, sur plusieurs générations appris à s'adapter à des conditions climatiques extrêmes. Nous savons, par exemple, quels sont les systèmes agricoles qui fonctionnent le mieux dans les régions sujettes à la sécheresse et quelles sont les défenses maritimes qui protègent le mieux les régions de faible altitude. Protéger nos activités contre les effets négatifs du climat et tirer le meilleur parti possible des avantages de bonnes conditions climatiques absorbent beaucoup d'efforts. L'adaptation aux changements climatiques implique que l'on puise dans ce réservoir de connaissances pour faire face aux nouveaux changements qui sont appelés à survenir. Mais notre capacité d'adaptation atteindra probablement bientôt ses limites si nous ne réduisons pas les émissions.

On ignore quelle est l'ampleur maximale des changements climatiques auxquels nous pourrions nous adapter, encore qu'il soit peu probable que nous puissions faire face à une hausse des températures de plus de 1,5°C, car nombre des plantes et des animaux qui sont à la base de notre alimentation souffriraient dans des conditions de plus grande chaleur. Les modifications génétiques pourraient peut-être apporter une solution, mais rien n'est moins sûr. Ainsi, si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites sensiblement et sans tarder, nous pourrions nous trouver emportés par une hausse incontrôlée des températures qui finirait par dépasser nos capacités d'adaptation. Les mesures d'adaptation et les mesures d'atténuation sont donc complémentaires. Ni les unes ni les autres ne peuvent à elles seules résoudre entièrement le problème. Les deux stratégies vont de pair.

Le dernier rapport d'évaluation du GIEC nous donne une idée des régions, des systèmes et des secteurs qui seront les plus touchés par les changements climatiques. On a ainsi pu, grâce à ces informations, dresser la liste des priorités pour cibler les ressources

destinées aux mesures d'adaptation immédiates. Les régions les plus touchées seront probablement :


- L'Afrique, en raison de la sécheresse prévue sur ce continent et de sa faible capacité d'adaptation
- Les petites îles, du fait de leur forte exposition et de l'élévation prévue du niveau des mers
- Les méga-deltas asiatiques et africains, en raison de l'importance de leur population et de la montée du niveau des mers
- L'Arctique, du fait des forts taux de réchauffement prévus

Les systèmes et les secteurs les plus touchés seront probablement :

- Les ressources en eau dans les régions déjà sèches du monde, notamment les tropiques semi-arides
- L'agriculture dans ces mêmes régions
- Les régions côtières de faible altitude
- La santé humaine, en particulier dans les régions pauvres
- Les écosystèmes particulièrement vulnérables qui pourraient être endommagés par le réchauffement — comme la toundra, la forêt boréale et les régions de montagne — ou ceux déjà affaiblis par d'autres stress, comme les mangroves, les marais salants et les récifs coralliens.

L'adaptation est une stratégie « gagnant-gagnant ». De fait, la plupart des mesures d'adaptation que nous serons contraints de prendre pour atténuer l'impact des changements climatiques devraient être prises dès maintenant pour nous protéger et protéger nos activités des conditions climatiques d'aujourd'hui. Par exemple, la protection des agriculteurs au nord-est du Brésil contre le risque actuel de sécheresse — notamment par l'introduction de cultures résistantes à la sécheresse ou par le captage et la conservation de l'eau et son utilisation plus efficace dans l'irrigation au goutte à goutte — permet aussi de renforcer la résistance face à la progression de la sécheresse imputable aux changements climatiques. Il en est de même de l'adaptation dans les domaines de la protection côtière, des soins de santé primaires ou de la gestion des espèces sauvages. L'investissement dans les mesures d'adaptation peut donc avoir des avantages à court terme et, dans le même temps, protéger des évolutions à moyen terme.

Il ressort clairement de l'analyse du GIEC que la relation entre les changements climatiques et le développement durable est à double sens, car si les changements climatiques peuvent compromettre la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, le corollaire est que le développement durable peut beaucoup améliorer la résistance d'une communauté ou d'une région face aux changements climatiques. Voilà donc deux bonnes raisons d'intégrer l'adaptation dans le processus de développement.

Jusqu'à récemment, ceux qui prônaient l'adaptation étaient accusés de défaitisme, car leur position impliquait que les mesures d'atténuation n'aboutiraient pas. Nous devons maintenant nous montrer pragmatiques et reconnaître que nous ne pourrions résoudre entièrement le problème des changements climatiques au moyen de mesures d'atténuation. Un panachage des stratégies d'adaptation et d'atténuation est nécessaire pour faire face à ce défi. L'adaptation a été pendant trop longtemps le parent pauvre de l'atténuation. Il faut maintenant que lui soient consacrées les ressources voulues pour qu'elle atteigne ses objectifs. 

Les opinions sur les résultats des négociations de Bali sur le climat, menées en décembre, et leur appréciation varient en fonction de ce que l'on en attendait. Pour le Brésil, le résultat de la treizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques n'a pas été à la hauteur de la gravité du problème, qu'il ne faut pas sous-estimer. Bali a renforcé l'idée que — en dépit de leurs différences d'intérêts, de besoins, de conditions et de priorités — toutes les nations doivent contribuer à la solution d'un problème aussi sérieux que celui des changements climatiques. Pour étayer cet effort collectif, il n'existe pas encore d'autre alternative plus satisfaisante au système multilatéral, même si la capacité qu'il a d'offrir des solutions appropriées aux problèmes mondiaux est parfois mise en doute.

Les attentes de la communauté internationale avaient notablement augmenté au cours d'une année pendant laquelle les changements climatiques étaient au premier plan du programme mondial. Pour les institutions internationales, les gouvernements et le commun des mortels, la réalité que faisaient apparaître les données publiées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est sans équivoque, visible à l'œil nu et elle aboutit à la conclusion presque unanime qu'il est urgent de faire preuve de responsabilité et d'engagement. Cette question est définitivement sortie des bureaux des scientifiques et des négociateurs pour s'infiltrer dans des secteurs entiers de la société qui s'en préoccupent; désormais, ceux-ci sont non seulement mieux informés mais aussi mieux formés pour intervenir et faire des suggestions afin de s'associer au large éventail des politiques et solutions techniques susceptibles de résoudre le problème.

Pour les pays en développement, la Conférence de Bali a été une excellente occasion de manifester leur détermination à participer aux efforts pour lutter contre les changements climatiques. Ceci a permis de contrer les arguments de certains pays développés qui — lorsqu'ils ont été invités à assumer leurs propres responsabilités — ont tenté de se protéger en montrant du doigt des nations qui, historiquement, ont très peu contribué au problème. A Bali, le Brésil a défendu avec vigueur l'idée que les pays en développement, reconnaissant qu'ils font partie du problème, devraient montrer que — dans le cadre des conditions qui leur sont propres — ils font aussi partie de la solution.

Le principe des responsabilités communes mais différenciées, rappelé à maintes reprises, ne devrait pas être invoqué pour occulter des obligations ou y échapper. Les mesures prises par le Brésil pour lutter contre les changements climatiques sont fondées sur la responsabilité qu'il partage avec d'autres — envers sa propre population et celle du monde — et non sur l'attitude inacceptable consistant à attendre que les pays développés, responsables au premier chef de cette situation, fassent le premier pas. Nous avons donc appuyé la décision prise à Bali que les pays en développement devraient adopter des mesures appropriées d'atténuation — sous forme de programmes et de politiques visant à réduire les émissions — dont les résultats puissent être mesurés, constatés et vérifiés. Pour la première fois, cette décision historique reprend très clairement les dispositions de la Convention établissant les responsabilités communes de tous les pays.

Il convient de relever, cependant, que les pays en développement ne s'y sont pas ralliés facilement. Lorsqu'ils ont été invités à prendre part à la solution d'un problème dont, historiquement, ils ne sont pas responsables, plusieurs d'entre eux ont fait remarquer le manque de cohérence des pays développés qui, d'une part, n'ont presque rien fait chez eux et, d'autre part, n'ont même pas respecté les engagements pris au niveau international d'aider les pays en développement — avec des ressources financières et par le transfert de technologie — à adopter des modèles de développement socialement, écologiquement et économiquement rationnels. Pour les nations les plus défavorisées, celles qui seront sans aucun doute le plus touchées par les effets néfastes des changements climatiques, ce n'est certainement pas une forme acceptable de leadership.

Les pays en développement ont fini par accepter un libellé, certes controversé, qui ne laissait néanmoins subsister aucun doute quant à leur adhésion à la Convention et neutralisait l'attitude défensive des pays développés qui contestaient encore le rôle qu'ils avaient joué. Pour aussi peu dépourvu d'ambition que soit le texte de la décision adoptée par la Conférence de Bali, elle a permis de dégager un consensus, ce qui constitue une avancée dans la mesure où elle ouvre la porte à un nouveau cycle de négociations qui partira de l'idée que tous les pays font partie de la solution.



un engagement
sans équilibre
par Mar

La Ministre brésilienne de l'environnement, Marina Silva, s'est vu décerner le titre de Champion de la Terre du PNUE en 2007. Cette distinction est accordée chaque année à sept personnalités éminentes dans le domaine de l'environnement qui ont sensiblement influé sur la protection et la gestion durable de l'environnement de la planète.

Chaque numéro de la revue Notre planète présente les vues d'un des Champions du PNUE. Pour en savoir plus sur les Champions de la Terre du PNUE, consulter le site <http://www.unep.org/champions/>.



Engagement ambivalent

Marina Silva


La période qui va commencer — et pendant laquelle nous sommes tous invités à mettre en oeuvre le Plan d'action de Bali — doit être marquée par la responsabilité que nous devons assumer face à l'urgence du problème et à l'engagement que nous avons pris. Les pays développés, tout comme les pays en développement, admettent leurs responsabilités mais il faudra que, dans les négociations à venir, ils soient sur un pied d'égalité. L'ampleur de la responsabilité incontestable des pays riches dans les changements climatiques ne peut être minimisée et il est impossible de la faire porter par les autres nations du globe.

Il sera possible de trouver une solution équitable à ce problème lorsque les pays plus avancés adopteront — avec la célérité voulue et de façon obligatoire et contraignante — les mesures non transférables dont ils sont redevables à notre planète. Les pays en développement ont eux aussi des engagements à respecter qui, cependant, sont d'une autre nature et dépendent de l'aide apportée pour être tenus sans compromettre leur obligation fondamentale et morale de fournir des biens et services — denrées alimentaires et énergie par exemple — aux millions de personnes qui en manquent.

C'est la construction conceptuelle et pratique de cette égalité qui est en jeu. A ce propos, le Brésil a beaucoup à dire. Nous sommes favorables à ce que les pays en développement participent davantage aux efforts déployés au niveau mondial pour atténuer les effets des changements climatiques : ainsi, l'engagement envers des politiques et à des actions conduisant à des résultats efficaces et concrets s'en trouvera renforcé. Dans la pratique, au cours de ces trois dernières années, nous avons pris au niveau national toute une série de mesures qui ont débouché sur une réduction cumulée de 60 % environ de notre taux de déboisement, la plus grande source des émissions que nous produisons. Par ailleurs, nous n'avons ménagé aucun effort pour contrôler et réduire les émissions de gaz à effet de serre dans d'autres secteurs : au cours des cinq dernières années, les émissions d'origine énergétique du Brésil ont moins augmenté que son PIB, ce qui montre bien qu'il est possible de promouvoir la croissance sans augmenter d'autant les émissions.

Le Brésil commence aussi cette nouvelle année à la lumière de la décision sans précédent qui vient d'être prise à Bali et qui définit les grandes orientations des mesures à prendre pour réduire les émissions résultant du déboisement. A la conférence, nous avons présenté les éléments d'un Projet pilote national d'incitations à la réduction des émissions dues au déboisement. Ce projet propose la création d'un Fonds volontaire d'investissement pour lutter contre le déboisement et promouvoir la conservation de la forêt, alimenté par les ressources fournies par des pays, des entreprises et des institutions, proportionnellement à la réduction des émissions. Ce projet, qui démarrera en 2008, prévoit des incitations positives à la réduction des émissions résultant du déboisement, en prenant l'Amazonie comme exemple.

Ce projet se fonde sur l'idée que le Brésil pourrait accepter les bailleurs de fonds intéressés sur la base d'un système de surveillance ayant scientifiquement fait ses preuves et d'un Fonds chargé d'administrer leurs contributions à la réduction des émissions. Ces ressources seraient gérées par un Comité directeur composé de représentants des pouvoirs publics au niveau fédéral et à celui des Etats, des milieux universitaires, du secteur commercial, des ONG et de la société civile.

Ceci n'est qu'un exemple des possibilités offertes par la Convention pour réduire les émissions sans compromettre les stratégies, priorités et exigences nationales. Les discussions au cours des deux prochaines années devraient porter sur les voies que devra suivre la communauté internationale pour faire face comme il convient à l'un des plus grands dangers que court la planète. Il est donc indispensable que toutes les nations se rendent compte que, pour résoudre le problème des changements climatiques, il faut avant tout répondre aux besoins de la Terre, de ses écosystèmes et de ses habitants les plus vulnérables. La croissance économique et le maintien des modes de consommation ne sauraient être considérés comme le seul moyen de satisfaire les besoins de l'humanité. Il faut des stimulants pour changer les modèles du développement — mais aussi des politiques, des choix et des décisions fondés sur des pratiques correctes. Tout ceci implique naturellement des sacrifices et des renoncements, sur le plan national et individuel à la fois. 

des paroles aux actes

par Monique Barbut

Le mois de décembre pourrait être marqué d'une pierre blanche en ce qui concerne les changements climatiques. En cinq jours à peine, le climat est devenu la vedette de la cérémonie de remise du Prix Nobel de la paix et les gouvernements du monde entier ont signé le Plan d'action de Bali, nouvelle feuille de route sur la voie des solutions. Ces deux événements conjugués ont modifié radicalement le discours tenu au niveau mondial.

La Conférence de Bali marque un tournant important dans les efforts que déploie la communauté internationale pour déterminer comment s'adapter aux changements climatiques. Pendant des siècles, les communautés se sont adaptées aux variations du climat à l'aide du savoir ancestral et de solutions de fortune ingénieuses. Aujourd'hui, ce genre d'approche serait dérisoire face aux enjeux. Les témoignages des populations du monde en développement quant aux ravages du réchauffement planétaire sont accablants. Les habitants de ces pays assistent, impuissants, aux inondations de leurs terres agricoles, à l'érosion des côtes et à la destruction de leurs récoltes, de leurs foyers et de leurs moyens de subsistance.

Ces manifestations des changements climatiques ont fondamentalement modifié le débat politique. Pendant plus d'une décennie, la communauté mondiale s'est battue pour obtenir des pays industrialisés qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre. Bien que trop timides encore, ces stratégies « d'atténuation », notamment le Protocole de Kyoto, sont utiles. Mais le mot d'ordre des nouvelles politiques est « adaptation » — changer de façon de faire afin de réduire au minimum les effets du réchauffement de la Terre sur la production alimentaire, l'eau potable, l'irrigation et la santé publique, en particulier dans le monde en développement. Pendant longtemps, l'adaptation a été le parent pauvre des politiques climatiques, alors qu'une action réellement efficace permettrait d'apporter des solutions aux maux actuels et futurs causés par le réchauffement de la planète.

Paradoxalement, les pays en développement les plus pauvres ne sont en rien responsables des changements climatiques, leurs économies émergentes n'émettant que de petites quantités de gaz à effet de serre. Et pourtant, ce sont ces pays qui sont souvent le plus fortement pénalisés par le réchauffement de la planète et les moins à même de financer des mesures d'adaptation : assurance-récolte, traitement du paludisme et de la dengue, nouvelles variétés végétales plus résistantes à la sécheresse et aux inondations, et infrastructure de protection contre les catastrophes naturelles et les inondations amplifiées par les changements climatiques.

L'une des décisions les plus attendues de Bali était la conclusion d'un accord pour donner naissance sans plus attendre au Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto, resté au point mort depuis des années. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), choisi pour en assurer le secrétariat, a déjà commencé ses opérations sous l'autorité de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le secrétariat aidera le Conseil d'administration du Fonds pour l'adaptation à élaborer des politiques et des directives concernant ses opérations, à choisir des projets et à allouer des ressources conformément aux principes, critères, modalités, politiques et programmes du Fonds.

Les ressources financières du Fonds proviendront essentiellement des 2 % prélevés sur les recettes du Mécanisme pour un développement propre, dans le cadre duquel les pays industrialisés échangent leurs droits d'émissions avec des pays en développement moins pollués. Ces derniers auront donc plus de poids dans la gestion du Fonds à mesure qu'ils s'intéresseront davantage à la façon dont sont utilisées les ressources qu'ils apportent.

Le Fonds pour l'adaptation s'écarte aussi de la pratique suivie antérieurement par le FEM puisque les pays pourront dorénavant soumettre directement leurs propositions à son Conseil d'administration, qui définira les modalités et conditions précises de recevabilité, sans devoir nécessairement passer par un organisme de mise en œuvre ou d'exécution.

Dans l'immédiat, la question qui se pose est de savoir comment faire le meilleur usage possible des ressources disponibles. Le FEM a heureusement plus de dix ans d'expérience en matière de financement de mesures d'adaptation. En février 1997, il a fourni 6,8 millions de dollars pour l'exécution d'un projet de planification de l'adaptation aux changements climatiques dans les Caraïbes — le premier de ce type qu'il ait financé et l'un des premiers dans le monde comprenant à la fois des mesures pratiques et des activités de renforcement des capacités sur le terrain. Cette question revêtant un caractère prioritaire pour beaucoup de pays en développement, le FEM a pris en compte les orientations de la CCNUCC pour définir la priorité stratégique accordée à l'adaptation, qui dispose de 50 millions de dollars. Il a ainsi pu soutenir de

nombreux projets pilotes ou de démonstration qui portent réellement des fruits sur le terrain, par exemple :

- Programme pour l'adaptation de Kiribati,
- Intégration de la vulnérabilité et de l'adaptation aux changements climatiques dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement durable en Afrique australe et orientale,
- Restauration et gestion durable du littoral de la province orientale du Sri Lanka après le tsunami avec l'aide de la population et
- Projet national intégré d'adaptation en Colombie.


En 2001, la CCNUCC a créé le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds pour les pays les moins avancés, et demandé au FEM de les gérer en mettant avant tout l'accent sur l'adaptation. Ces Fonds ont financé beaucoup de Programmes d'action nationaux d'adaptation dans les pays les moins avancés de même que des actions concrètes, comme le projet d'adaptation pour les eaux et forêts au Guyana (Conservancy Adaptation project). Au Bouthan, un projet de réduction des risques induits par les changements climatiques, notamment l'explosion des lacs glaciaires dans les vallées de Punakha-Wangdi et de Chamkhar, est envisagé. Ce processus a permis d'obtenir plus de 270 millions de dollars additionnels pour des projets et des programmes d'adaptation dans le monde.

Tout ceci est bien mais est-ce suffisant? Après Bali, nous devons nous atteler à la tâche tout aussi importante et ardue d'ancrer le Fonds pour l'adaptation dans un contexte international beaucoup plus large afin de faire face aux modifications fondamentales qu'entraînent les changements climatiques pour la vie sur Terre — changements qui auront des incidences sur les moyens de subsistance des pays développés et des pays en développement, des riches et des pauvres et sur tous les secteurs de la société et de l'économie.

Selon une récente étude de la Banque mondiale, la progression annuelle des coûts de l'adaptation aux changements climatiques sera probablement de l'ordre de 10 à 40 milliards de dollars. Beaucoup de pays en développement ne pourront pas les assumer en sus de ceux auxquels ils doivent déjà faire face pour leur développement. Une aide supplémentaire sera donc indispensable. Il ressort d'une autre étude que près de 40 % de tous les projets de développement sont, d'une façon ou d'une autre, vulnérables aux changements climatiques : leur modification sera très coûteuse et représentera un fardeau pour beaucoup des pays en développement plus pauvres. Il faut donc mettre en place de nouvelles politiques novatrices et trouver d'autres ressources.

Pour financer l'adaptation aux changements climatiques, trois conditions doivent être réunies. Premièrement, il nous faut voir la nature du développement à travers le prisme de la vulnérabilité afin de déterminer comment et où nous devons procéder différemment. Il est essentiel de faire en sorte que les programmes actuels de développement soient « à l'épreuve du climat » pour assurer une croissance plus résiliente. Les pays en développement devront intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans toutes leurs politiques et priorités de développement, pour réduire leur vulnérabilité et le coût de l'adaptation tout en améliorant leur résilience.

Deuxièmement, l'adaptation exigera de nouveaux investissements et des moyens de financement pour des activités qui, auparavant, n'auraient pas été nécessaires. Ainsi, des programmes de lutte contre les vecteurs de maladie devront être mis en place dans des zones où les changements de température et du régime des précipitations créeront un environnement nouveau, propice à des maladies telles que le paludisme et la dengue. De même, de nouveaux investissements dans la gestion des inondations seront indispensables lorsque l'on constatera que des inondations enregistrées tous les 50 ans commencent à se produire tous les 5 ans ou lorsque des établissements humains doivent être abandonnés et des populations réinstallées.

Troisièmement, tout le monde devra apprendre à s'adapter. Il faudra entreprendre des actions conjointes et coordonnées car les initiatives isolées ne suffiront pas pour atteindre les objectifs souhaités. La coopération internationale devra moins s'intéresser au partage des responsabilités qu'aux mesures prises dans le cadre d'un effort commun pour neutraliser les effets négatifs de ces changements sur l'existence et les moyens de subsistance des populations. La balkanisation des efforts d'atténuation des changements climatiques est à éviter à tout prix. Si l'on veut vraiment s'attaquer avec efficacité aux changements climatiques, toutes ces considérations devront être fermement ancrées dans les arrangements institutionnels qui seront mis en place après Kyoto. 

prix et événements

Conférence de Bali sur les changements climatiques



En décembre 2007, la **Conférence de Bali sur les changements climatiques** a rassemblé plus de 10 000 participants de 180 pays pour tenter de convenir d'un processus d'accord après Kyoto. Les négociations ardues ont abouti à l'adoption de la feuille de route de Bali qui indique la marche à suivre pour conclure d'ici à 2009 une nouvelle série de négociations qui débouchera finalement sur un accord international post-2012 sur les changements climatiques. Il importe que tous les pays du monde se mettent dès maintenant d'accord sur un traité qui succédera au Protocole de Kyoto. Le lancement du Fonds d'adaptation ainsi que les décisions concernant le transfert de technologies et la réduction des émissions liées à la déforestation sont au nombre des autres succès majeurs de la réunion.
http://unfccc.int/meetings/cop_13/items/4049.php



Prix Elizabeth Haub pour la diplomatie en matière d'environnement

Le **Prix Elizabeth Haub pour la diplomatie en matière d'environnement** a été remis en décembre à Klaus Töpfer, ancien Directeur exécutif du PNUE, en reconnaissance de « ses activités remarquables en faveur de la gestion de l'environnement au niveau mondial ». Ce prix, remis chaque année par le Conseil international du droit de l'environnement, récompense d'éminentes personnalités pour leur « contribution positive au développement et à la promotion du droit international et des politiques dans ce domaine en général ». Pendant son mandat en qualité de Directeur exécutif du PNUE, de 1998 à 2006, M. Töpfer a joué un rôle prééminent dans le traitement de problèmes environnementaux importants, notamment le tsunami en Asie en 2004. Lorsqu'il était Ministre allemand de l'environnement de 1987 à 1994, il a introduit une législation novatrice en matière d'environnement et contribué activement au succès du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Il a également été à l'avant-garde des négociations relatives à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et un partisan de la création du Fonds pour l'environnement mondial.
http://www.kssf.de/EHF/English/ehf_awards.htm

B4E, Sommet mondial des entreprises pour l'environnement, est une conférence internationale importante axée sur le monde des affaires et l'environnement en Asie. Elle mettra en exergue les problèmes environnementaux auxquels sont confrontés aujourd'hui les entreprises et elle permettra de partager les stratégies et les meilleures pratiques relatives à leur responsabilité collective en matière d'environnement. Ce sommet, qui est le deuxième du genre, se tiendra à Singapour le 22 avril, en marge de la cérémonie annuelle des **Champions de la Terre**. Ce Prix du PNUE, remis chaque année, récompense des personnes de toutes les régions du monde qui ont fait preuve d'une conduite exemplaire pour résoudre des problèmes environnementaux.
<http://www.unep.org/champions/>



B4E et les Champions de la Terre

La **Journée mondiale des oiseaux migrateurs**, 10-11 mai, aura pour thème « Les oiseaux migrateurs – ambassadeurs de la biodiversité ». Cette manifestation, qui a eu lieu au mois de mai ces trois dernières années, est une campagne mondiale de sensibilisation ayant pour objectif d'inspirer des mesures de protection des oiseaux migrateurs. Les oiseaux sont parmi les meilleurs indicateurs de l'état et des tendances de la biodiversité dans le monde, puisqu'ils occupent pratiquement tous ses écosystèmes. Tout au long de leur cycle annuel, les oiseaux migrateurs traversent de nombreux pays et continents, certains d'entre eux allant de la toundra aux tropiques, et ils relient ainsi différents écosystèmes. En protégeant et les oiseaux et leur environnement, nous assurons la conservation de la biodiversité sur une plus grande échelle.
<http://www.worldmigratorybirdday.org>

Journée mondiale des oiseaux migrateurs



Du 19 au 30 mai 2008, Bonn accueillera la neuvième réunion ordinaire de la **Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique**. Plus de 5 000 délégués du monde entier assisteront à cette réunion importante pour discuter de la protection et de la conservation des espèces et de leurs habitats, de l'utilisation durable de la diversité biologique ainsi que des moyens d'assurer un accès équitable aux ressources naturelles. La biodiversité, d'importance capitale pour amoindrir l'impact des changements climatiques, est en meilleure place que jamais dans le programme mondial pour l'environnement. Le réchauffement de la planète menace déjà la biodiversité en provoquant le blanchiment des coraux et en mettant en danger de nombreuses espèces qui dépendent d'habitats spécifiques pour bien se développer. La biodiversité contribue à amoindrir l'impact des changements climatiques en facilitant l'absorption du CO₂, en arrêtant les inondations grâce aux mangroves, en surmontant les sécheresses grâce à des cultures résistantes et en améliorant la résilience des écosystèmes.
<http://www.cbd.int/doc/?mtg=cop-09>



Conférence des Parties à la convention sur la diversité biologique



Année internationale des récifs

L'**Année internationale des récifs** 2008 a pour but d'attirer l'attention sur les récifs coralliens, éléments essentiels du milieu marin. Organisée sous les auspices de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI), cette manifestation permettra de sensibiliser le public à la valeur et à l'importance des récifs coralliens et aux menaces qui pèsent sur leur viabilité; elle a également pour but d'encourager les populations à prendre des mesures pour les protéger. La première Année internationale des récifs a été déclarée en 1997 pour réagir aux menaces toujours plus grandes qui occasionnent la perte de récifs coralliens et des écosystèmes qui y sont associés. Dix ans plus tard, la situation n'a pas changé et l'urgence reste la même. L'Année internationale des récifs 2008 sera une campagne d'une année consistant en événements et initiatives organisés par des gouvernements, des particuliers, des sociétés et des écoles dans le monde entier en vue de promouvoir la conservation des récifs coralliens. Le lancement d'un rapport sur le blanchiment des coraux dans les Caraïbes qui, en 2005, a touché plus de 80 % des récifs de la région, sera la première de ces manifestations.
<http://www.iyor.org/default.asp>

Le **Festival de la Terre dans la Grande vallée du Rift** est un festival d'art et de musique qui se tiendra pendant le week-end du 22 au 24 février au Centre pour la conservation de la nature de Laikipia, au Kenya. Cet événement est organisé par Kuki Gallmann, écologiste établie au Kenya, afin de soutenir la campagne de sensibilisation aux changements climatiques du PNUE et les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies. « Aqua », l'eau, a été choisie comme thème de cette manifestation et tous les bénéfices seront consacrés à des projets dans la région de la Grande vallée du Rift.
www.gallmannkenya.org



Festival de la Terre dans la Grande vallée du Rift



Financement de mesures en faveur du climat: liens utiles

Cette page donne des liens vers les sites web de nombreuses entités : gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales, entreprises, médias et autres groupes dans le monde entier pour vous aider dans vos recherches sur les moyens de financer des actions de lutte contre les changements climatiques. Nous avons établi la compilation de ces liens après avoir passé en revue l'immense quantité d'informations disponibles sur l'Internet afin de vous aider à trouver les sources les plus appropriées à votre recherche. Cependant, la revue Notre Planète ne fait pas siens les points de vue des groupes avec lesquels elle a des liens et il nous est impossible de garantir l'exactitude des informations affichées sur ces sites. Par contre, nous espérons vous offrir un large éventail d'opinions et de perspectives.



PNUE — Mobilisation de moyens financiers pour lutter contre les changements climatiques

<http://www.unepfi.org>

L'Initiative financière du PNUE est un partenariat mondial entre le PNUE et le secteur financier. Plus de 160 institutions, dont des banques, des compagnies d'assurances et des gestionnaires de fonds, collaborent avec le PNUE pour appréhender les conséquences des considérations environnementales et sociales sur les performances financières.

<http://www.sefi.unep.org>

La SEFI est l'Initiative financière du PNUE pour l'énergie durable — une plate-forme offrant aux financiers les outils, l'appui et le réseau mondial dont ils ont besoin pour concevoir et gérer les investissements dans le contexte complexe du marché des technologies de production d'énergie propre, qui évolue rapidement.

<http://www.unep.fr/energy/finance>

Par l'intermédiaire de son Groupe de financement des énergies renouvelables, le PNUE a mis en œuvre toute une gamme de « catalyseurs financiers » (capital initial et développement d'entreprises, améliorations du crédit et services consultatifs d'appui financier).

<http://www.unep.fr/energy/act/pol>

Ce site pour la politique énergétique du PNUE décrit les activités actuelles du PNUE dans le domaine de l'énergie, qui vont de l'hydrogène à la sensibilisation et à la constitution de capacités. L'idée est que pour soutenir le passage à un système énergétique mondial qui permette de réaliser les objectifs du développement durable, il est capital de fournir en temps opportun des informations précises pour illustrer le lien qui existe entre les choix énergétiques auxquels sont confrontés les décideurs et les problèmes plus généraux du développement durable.

<http://www.sefi.unep.org/english/home/publications/download-report.html>

Rapport 2007 sur les tendances mondiales de l'Initiative financière pour l'énergie durable (SEFI).

http://www.unep.fr/energy/projects/frm/frm_mainpage.htm

Ce site est consacré aux Projets d'évaluation des instruments de gestion des risques financiers pour les énergies renouvelables, du PNUE. Ce projet de recherche ciblé PNUE/FEM a pour but de servir de catalyseur aux idées nouvelles dans le domaine de la gestion des risques, en étudiant les instruments et les méthodes disponibles et en suggérant des instruments nouveaux qui pourraient être mis au point en partenariat avec des institutions financières des secteurs privé et public.

<http://www.unep.fr/energy/tools/ghgin>

Ce site donne accès à l'Indicateur de GES du PNUE, un programme qui calcule les émissions de gaz à effet de serre pour les entreprises commerciales et les organisations non commerciales. Le secteur commercial étant de plus en plus sollicité pour faire peser son influence sur la lutte contre les changements climatiques, nous avons là un outil précieux pour aider les sociétés et les ONG à faire rapport sur leurs émissions de CO₂. Grâce à des tableaux faciles à utiliser, le site web offre une méthode qui permet de convertir les données sur le carburant et l'énergie en estimations des émissions de gaz à effet de serre.

<http://www.unepsbci.org/>

L'Initiative pour la construction de bâtiments durables du PNUE (SCBI) est un partenariat mondial entre le PNUE et de grandes compagnies du monde entier visant à promouvoir et à soutenir des solutions durables dans le secteur du bâtiment et de la construction. Le site web de la SCBI offre aux parties prenantes une plate-forme commune pour promouvoir l'adoption de méthodes de construction durables.

www.unep.org/tools

La page web « Resource kit » du PNUE présente toute une série de directives techniques, d'outils et d'informations à l'intention des gouvernements, des décideurs, de la société civile, du secteur privé et du grand public. Sur cette page, les recherches peuvent être faites par thème, par exemple sous « commerce et industrie », « technologie » et « changements climatiques ». Les informations disponibles comprennent des directives techniques, des centres d'échanges, des manuels pour formateurs, des bases de données, des CD-Roms, des publications et autres outils utiles.

Organisations internationales

www.climateactionprogramme.org

Le site Climate Action (Action Climat) a pour but d'aider les entreprises et les pouvoirs publics à parvenir à la neutralité carbonique. Il encourage le partage des meilleures pratiques et le développement de technologies et initiatives nouvelles.

www.incr.com

Le Réseau d'investisseurs sur les risques climatiques (INCR), qui dispose d'un capital de 4 trillions de dollars, favorise une meilleure compréhension des risques financiers et des opportunités que présentent les changements climatiques.

www.iigcc.org

Le Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique (IIGCC) est un forum dans le cadre duquel des caisses de pensions et d'autres investisseurs institutionnels collaborent sur des questions relatives aux changements climatiques.

www.climatetrust.org

Climate Trust est une fondation à but non lucratif qui se consacre à la recherche de solutions visant à stabiliser l'évolution rapide du climat.

www.ren21.org

REN21 — Réseau pour les énergies renouvelables (Renewable Energy Network) — est un forum mondial à la pointe des énergies renouvelables, ayant pour but de promouvoir l'élaboration de politiques en faveur d'une expansion rapide des énergies renouvelables dans les pays en développement comme dans les économies industrialisées. Le secrétariat du réseau est assuré conjointement par le PNUE et la société allemande de coopération technique GTZ.

www.climateark.org

Climate Ark est un outil de recherche sur Internet qui permet d'accéder à des renseignements concernant les études sur les changements climatiques, le réchauffement de la planète et la conservation des énergies renouvelables, ainsi qu'à des moyens d'extraction d'informations et à des possibilités originales d'analyse et d'action.

www.developmentfirst.org

Le Projet développement et climat est une initiative lancée par 12 instituts de pays en développement et de pays développés. Il part de l'idée que des politiques environnementale et climatique fondées sur les priorités du développement d'importance vitale pour les pays en développement seraient une façon moins polarisée de relever les défis du développement durable et du changement climatique. Il s'agit en fait d'aider à mettre en place une autre stratégie pour amener les pays en développement et les pays développés à coopérer afin de faire face aux changements climatiques.

www.pewclimate.org

Le Centre Pew sur les changements climatiques globaux est une organisation à but non lucratif, non partisane et indépendante créée en 1998. Le Centre a pour mission de fournir des informations crédibles, de donner des réponses directes et d'offrir des solutions novatrices dans le cadre des efforts déployés pour faire face aux changements climatiques au niveau mondial.

www.gefweb.org

Les projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dans le domaine des changements climatiques aident les pays en développement et les économies en transition à contribuer à la réalisation de l'objectif global de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ces projets soutiennent des mesures visant à limiter autant que possible les dommages résultant des changements climatiques en réduisant les risques qu'ils présentent ou leurs effets néfastes.

www.wmo.int

L'Organisation météorologique mondiale est une institution spécialisée des Nations Unies. Elle en est la voix qui fait autorité pour tout ce qui concerne l'état et le comportement de l'atmosphère terrestre, son interaction avec les océans, le climat et la répartition des ressources hydriques qui en résulte.

www.gnesd.org

Le Réseau mondial des énergies pour un développement durable (Global Network on Energy for Sustainable Development (GNESD)) réunit plus de 20 centres d'excellence de pays en développement et de pays industrialisés, qui proposent des politiques pour offrir aux populations les plus pauvres de la planète des sources d'énergie propres et efficaces. Ce réseau a produit une série de rapports ciblés sur l'accès à l'énergie et organisé des ateliers régionaux en coopération avec le PNUE, le PNUD et l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

piloter le changement

par Nicky Gavron

Lorsqu'il s'agit d'influer sur l'évolution du climat, la responsabilité des villes est énorme tout comme leur motivation. En effet, elles consomment les trois quarts de l'énergie mondiale et sont responsables des quatre cinquièmes des émissions de dioxyde de carbone. Elles sont aussi particulièrement exposées aux incidences des changements climatiques : ainsi, 20 des 30 plus grandes villes du monde, dont Londres, sont situées sur des côtes peu élevées.

Elles offrent également de grandes possibilités. Siège d'une forte concentration de populations et d'activités, elles peuvent utiliser efficacement l'énergie, les matières et l'espace. Elles sont les lieux où sont rassemblées les activités d'une grande complexité reposant sur le savoir et disposent des connaissances pour s'attaquer aux changements climatiques. Nombre d'entre elles sont les locomotives de leurs économies nationales. A elles seules, cinq villes des Etats-Unis, New York, Los Angeles, Chicago, Boston et Philadelphie sont les quatre plus grandes économies mondiales. Comptant à peine 10 % de la population de leurs pays respectifs, Bangkok et Sao Paolo produisent 40 % de la richesse nationale.

Il est fort probable que c'est dans les villes qu'interviendront les innovations et les progrès permettant d'agir sur l'évolution du climat. Les maires et leurs municipalités ont le pouvoir et les moyens de réduire les émissions de carbone et peuvent montrer la voie en prenant des mesures énergiques et radicales. Ils réglementent l'urbanisme, ont des pouvoirs en matière de logement et régulent — et gèrent souvent — les transports. A des degrés divers, ils sont responsables de la collecte et du traitement des déchets ainsi que d'autres infrastructures de protection de l'environnement, telles que celles concernant l'énergie et l'eau. Ils sont les propriétaires et les gestionnaires de bâtiments et de parcs de véhicules. Ils ont aussi un énorme pouvoir d'achat. Bien que le leadership des gouvernements revête une importance capitale lorsqu'il s'agit de négocier des accords internationaux, de fixer des cadres et des normes et de fournir des incitations fiscales et financières, il appartient aux villes, s'agissant des mesures concrètes à prendre sur le terrain, de montrer la voie.

Partout dans le monde, les municipalités prennent des initiatives de leur propre chef, sachant qu'il est nécessaire de coopérer au delà des frontières nationales et au niveau international. Près d'un millier de municipalités sont parvenues à réduire sensiblement les émissions de carbone dans le cadre de la campagne intitulée « Cities for Climate Protection » (Campagne des villes pour la protection du climat) des municipalités en faveur de la viabilité écologique rassemblées au sein de l'ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques locales). Aux Etats-Unis, plus de 750 maires se sont mobilisés pour atteindre, voire dépasser, les objectifs de Kyoto.

En octobre 2005, les représentants de nombre de villes parmi les plus grandes du monde se sont réunis à Londres où ils ont constitué un groupe intitulé « Large Cities Climate Leadership Group » (Groupe des grandes villes avant-gardistes pour la protection du climat), qui a décidé de créer, entre autres, des alliances d'achats entre municipalités enclenchant ainsi l'offre et la demande en matière de technologies axées sur les changements climatiques et influant de ce fait sensiblement sur les marchés. L'année suivante, M. Ken Livingstone, Maire de Londres, s'est associé à l'ancien Président des Etats-Unis, M. Bill Clinton, pour créer un partenariat avec la Fondation Clinton, dans le cadre de son initiative en faveur du climat (CCI), qui fait office d'organe exécutif du Groupe lequel est engagé dans des programmes accélérés de réduction des émissions de carbone dans chacune des villes.

Aujourd'hui, la participation à ce qui est devenu le C40 Cities Climate Leadership Group (Groupe des 40 villes avant-gardistes pour la protection du climat) est universelle puisqu'on y trouve les villes de Berlin, Buenos Aires, Le Caire, Caracas, Chicago, Delhi, Dhaka, Houston, Istanbul, Johannesburg, Karchi, Lagos, Londres, Los Angeles, Madrid, Melbourne, Mexico, Moscou, New York, Paris, Rome, Sao Paolo, Séoul, Shanghai et Toronto, groupe auquel est rattaché un groupe de villes plus petites telles que Curitiba et Copenhague, dont les innovations sont exemplaires. Les villes rassemblées au sein du C40 devraient impulser le changement dans leurs pays ou leurs régions respectifs.

Les meilleures pratiques que nous pouvons partager sont légion. En partenariat avec l'organisme berlinois responsable de l'énergie, la ville de Berlin s'engage dans l'amélioration de grands bâtiments publics et commerciaux, parvenant ainsi à des économies d'énergie de 24 % environ. A ce jour, 1 400 bâtiments ont été améliorés, ce qui a eu pour effet de réduire de 60 400 tonnes les émissions annuelles de CO₂. Ces améliorations ne coûtent rien aux propriétaires et les bâtiments font des économies tout de suite. Le délai d'amortissement moyen est de 8 à 12 ans.

Pareillement, le système de chauffage urbain de Copenhague chauffe 97 % de la ville, sans pollution, sans défaillance et à un prix abordable en récupérant la chaleur


résiduelle de la production d'électricité habituellement rejetée en mer que des conduites canalisent jusqu'aux habitations. Le système permet chaque année de réduire la facture des foyers de 1 400 euros et les émissions de CO₂ de 665 000 tonnes.

La ville de Bogotà a récemment mis en place un système d'autobus urbain rapide — soit 850 autobus empruntés chaque jour par 1 400 000 usagers — qui a permis de réduire de 32 % la durée des déplacements, de retirer des chaussées 2 109 véhicules assurant un service public et de supprimer 40 % des émissions de gaz à effet de serre. A Séoul, la journée sans voiture ôte des rues de la ville 2 millions de véhicules chaque année, réduisant ainsi la circulation de 3,7 % et les émissions de CO₂ de 9,3 %. Des villes chinoises — dont Shanghai et Beijing — ont pris des initiatives similaires. Quant à la ville de Paris, elle a adopté un système qui a révolutionné les rues et les déplacements des gens : plus de 10 000 bicyclettes neuves ont été mises en location en libre-service dans 750 stations réparties dans la ville; au cours des deux premiers mois du fonctionnement du système les bicyclettes ont été empruntées cinq millions de fois.

Dès que le premier Maire de Londres élu au suffrage direct a pris ses fonctions en 2000, il a fait part de son projet d'ensemble, à savoir, faire de Londres une ville exemplaire ouverte sur le monde et viable. Le Plan de Londres et ses stratégies connexes en matière de transport, de construction de logements à bon marché, d'énergie et de déchets, se sont inspirés au départ de cette vision, tout comme les initiatives telles que celles consistant à imposer un péage sur les voies encombrées. En février 2007, toutes les politiques et tous les programmes de mise en œuvre ont été rassemblés dans le Plan d'action de Londres relatif au changement climatique qui a pour objectif ambitieux de réduire de 60 % d'ici 2005 les émissions de CO₂ de la ville. L'approche qui sous-tend le Plan est une approche globale et intégrée qui vise les transports, les bâtiments nouveaux et anciens, l'approvisionnement en énergie et la circulation aérienne, et cherchent à modifier profondément les comportements.

Le C40 a lancé sa première opération d'achats groupés à l'occasion du deuxième Sommet sur le climat accueilli par le Maire de New York, M. Bloomberg, en mai 2007. Le programme d'amélioration des bâtiments visant à les rendre économes en énergie, mis au point par la Clinton Climate Initiative (CCI), illustre l'approche qui consiste à négocier des accords entre clients, fournisseurs et institutions financières pour réaliser des économies d'échelle, réduire les coûts et accélérer l'adoption de certaines technologies. Le premier accord concernait 16 villes, 4 sociétés prestataires de services en matière d'énergie et 5 banques qui ont offert aux autorités municipales et aux propriétaires de bâtiments, des bilans écologiques et une réduction d'ensemble des prix des biens et services permettant ainsi de parvenir à une diminution des émissions. Le financement, qui est garanti par les banques, provient des économies d'énergie. Cette opération sera suivie de programmes d'achats groupés dans les domaines du transport et des déchets, entre autres, qui illustreront une nouvelle façon de conduire les affaires propices au développement et à la stimulation des marchés de biens et services publics. Une fois établis, ces programmes seront ouverts à d'autres villes.

L'adaptation aux changements climatiques est un autre important domaine d'intervention. Nombre de villes subissent déjà le grave contrecoup de ces changements. Ainsi, l'Asie est menacée par des inondations, des marées de tempête et l'élévation du niveau de la mer, les zones peu élevées de l'est et du sud de la Chine et le delta de l'Asie du Sud et du Sud-Est étant particulièrement exposés. Le C40 a un rôle important à jouer en veillant à ce que les villes échangent entre elles les meilleures pratiques et que les mesures d'adaptation soient compatibles avec la réduction des émissions. En 2008, les villes devraient focaliser leur attention sur les avantages économiques découlant de stratégies d'adaptation judicieuses s'accordant avec les mesures d'atténuation des conséquences.

Lors des négociations internationales qui ont eu lieu en décembre dernier à Bali, rassemblement sans précédent des principales organisations représentant les maires et les municipalités du monde entier, un accord mondial a été conclu engageant ceux-ci à endosser la responsabilité consistant à s'attaquer aux problèmes du changement climatique et à saisir les occasions qu'il offre sur le plan économique. Il ne s'agit plus, dans le débat sur le climat, de savoir si les preuves scientifiques imposent que l'on fixe des objectifs contraignants au niveau mondial mais plutôt de savoir à quels niveaux situer ces objectifs et comment les atteindre. Aucun partenariat sur les changements climatiques ne verra le jour sans la pleine participation des villes. Le C40 peut, en œuvrant de concert avec d'autres réseaux de villes, acquérir une importance mondiale en réduisant sensiblement les émissions de carbone et en adaptant les marchés mondiaux aux technologies de pointe. Pour que ce but soit atteint — ainsi que les objectifs les plus élevés fixés en matière de réduction — il faut que les gouvernements mettent les villes à la barre. 

intensifier les act

En décembre dernier, la communauté internationale a lancé une première initiative d'importance en vue d'aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique. Réunis à Bali, les gouvernements ont décidé de rendre opérationnel le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto qui financera des projets d'adaptation dans ses pays Parties en développement. Cependant, ses modalités doivent être étudiées plus avant car l'ampleur du financement et des mesures nécessaires pour cette adaptation dépasse largement ce qui est actuellement prévu au titre du Fonds. La question essentielle est de savoir si le consensus qui s'est dégagé à Bali, lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de la Réunion des Parties au Protocole débouchera sur des mesures soutenues et conjointes qui amélioreront, plutôt que de détériorer, le bien-être de millions de pauvres et des communautés vulnérables exposés aux pires impacts du changement climatique.

Les pratiques d'adaptation sont par définition spécifiques d'un point de vue local, tributaires d'un contexte et dynamiques. Ces facteurs, associés à des contraintes financières, technologiques et en termes de capacités font de l'adaptation un défi difficile à relever pour la grande majorité des pays en développement. Toutefois, éviter ou retarder sa mise en œuvre, ne présente que peu d'avantages et implique des coûts élevés. En l'absence d'adaptation, les coûts annuels des impacts dus au changement climatique pourraient passer de quelques points à plusieurs dizaines de points en pourcentage du PIB dans les pays en développement exposés; en outre, la plupart des coûts se traduiraient par de graves chocs économiques.

Il est également avéré que les effets nocifs du changement climatique toucheront beaucoup plus les pays les moins avancés (PMA) et les petits Etats insulaires en développement ainsi que les pauvres et les groupes vulnérables dans tous les pays. Le cyclone qui a récemment dévasté les communautés des plaines côtières du Bangladesh en a fourni une preuve tragique. Selon l'étude réalisée par la Stern Review : « Le changement climatique constitue une réelle menace pour le monde en développement. Si l'on n'y prend pas garde, il deviendra un obstacle majeur à la réduction continue de la pauvreté. » Le rapport sur le Développement humain 2007-2008 va même beaucoup plus loin : « La coopération internationale en matière d'adaptation peut être envisagée comme un régime d'assurance pour les pauvres dans le monde ... Pour des gouvernements soucieux d'accomplir des progrès dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) au cours des dix prochaines années, et de les renforcer par la suite, l'adaptation est la seule option pour limiter les dommages causés par le changement climatique actuel. »

Le financement intergouvernemental pour l'adaptation n'est actuellement pas envisagé comme faisant partie de l'effort de financement mondial plus vaste pour la réalisation des OMD ou la réduction de la pauvreté. Deux mécanismes intergouvernementaux pour l'adaptation ont été mis au point dans le cadre de la CCNUCC pour mise en œuvre par le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques. Le premier a été créé pour aider les PMA à parvenir à un développement résistant au changement climatique en augmentant leurs capacités d'adaptation et en réduisant leur

vulnérabilité. Les pays établissent tout d'abord des Plans d'action nationaux pour l'adaptation qui identifient les activités où de nouveaux délais pourraient accroître la vulnérabilité ou entraîner une augmentation des coûts à une étape ultérieure. Actuellement, 44 propositions d'élaboration de Plans d'action nationaux pour l'adaptation et deux projets d'appui mondiaux ont été approuvés pour financement par le FEM et parmi ceux-ci 22 Plans d'action nationaux pour l'adaptation ont été soumis à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les projets d'appui ont été élaborés pour financer des activités complémentaires de celles financées par le FEM s'agissant de l'adaptation au changement climatique (priorité absolue); du transfert de technologie; de l'énergie, des transports, de l'industrie, de l'agriculture, de la foresterie et de la gestion des déchets; ainsi que de la diversification des économies. Le FEM gère également un programme pilote, la Priorité stratégique pour l'adaptation.

Pour un pays en développement, l'adaptation au changement climatique et le développement durable ne peuvent être considérés comme des questions distinctes ou antagoniques et par conséquent le financement du changement climatique ne peut être isolé de celui du développement. Il sera particulièrement difficile pour les PMA et les petits Etats insulaires en développement de relever le défi que présente l'adaptation étant donné qu'ils sont les plus exposés au changement climatique et qu'ils sont confrontés à d'énormes contraintes en termes de ressources et de capacités. C'est pourquoi, il est urgent d'intensifier l'appui pour élaborer et mettre en œuvre immédiatement les Plans d'actions nationaux pour l'adaptation.

La documentation existante révèle une absence presque totale de méthodologies et d'instruments précis et fiables pour estimer les coûts de l'adaptation et les risques associés au changement climatique, ce qui entrave considérablement le financement effectif et la mise en œuvre de tout projet de mécanisme intergouvernemental ou mondial, y compris le Fonds d'adaptation.

Les limites analytiques majeures de l'estimation des coûts de l'adaptation sont particulièrement préoccupantes tout comme le manque de méthodologies et d'instruments nationaux d'évaluation des coûts fiables et accessibles concernant les pratiques pertinentes d'adaptation. La CCNUCC a mis en avant quatre méthodes d'estimation dans un document d'information en soulignant les principales incertitudes qui y sont associées :

- Une approche complète du bas vers le haut associant l'estimation des coûts des adaptations spécifiques : mais seules des informations partielles sont disponibles, sur la base des Plans d'action nationaux pour l'adaptation et des communications nationales, et cette approche est loin d'être globale et complète.
- Une extrapolation des coûts estimatifs de l'adaptation sur la

tions

par Anilla Cherian

base des Plans d'action nationaux pour l'adaptation pour le reste du monde en développement compte tenu de la démographie, des revenus et des terres.

Oxfam America estime que les coûts de l'adaptation seront supérieurs à 50 milliards de dollars par an mais la CCNUCC note que cette extrapolation est basée sur un nombre limité de Plans d'action nationaux pour l'adaptation qui sont uniquement axés sur les « besoins immédiats ».

- Des analyses utilisant les dépenses globales actuelles en matière d'agriculture, de foresterie et de pêches pour appliquer une règle empirique d'estimation des coûts supplémentaires afin de répondre aux besoins en matière de développement et d'adaptation. Il convient toutefois d'élaborer des hypothèses sur les coûts supplémentaires qui pourraient entraîner des écarts importants si les estimations sont appliquées à une base étendue.
- Des analyses quantitatives du haut vers le bas qui peuvent fournir une estimation approximative des coûts totaux mais qui n'intègrent pas en général les différences propres à chaque site. En outre, la CCNUCC souligne qu'elles ne sont peut-être pas très détaillées et que l'utilisation de diverses hypothèses pour les modèles peut déboucher sur des estimations différentes de l'ampleur.


Ainsi au lieu de perdre un temps précieux et des ressources limitées dans des extrapolations et des estimations globales des coûts de l'adaptation, les pays en développement tireront mieux parti de méthodologies et d'instruments nationaux appropriés à un contexte particulier et qui permettent d'associer les pratiques d'adaptation aux objectifs et avantages d'un développement durable national. Les pays en développement doivent disposer sans plus attendre de méthodologies et d'instruments nationaux pour évaluer les pratiques d'adaptation pertinentes et répondant à des situations et besoins particuliers. Ils doivent pouvoir accéder aux technologies et mécanismes politiques appropriés pour permettre la mise en œuvre et le partage des meilleures pratiques. Les pays vulnérables doivent également accéder sans plus attendre à des mécanismes et à des instruments de prévision fiables pour la gestion des risques liés au changement climatique afin de pouvoir protéger les communautés vivant dans des zones de basse terre.

L'absence de financement approprié axé sur le lien politique et programmatique entre le changement climatique mondial et les objectifs du développement durable a, et continuera, d'avoir

des incidences importantes sur l'engagement des pays en développement envers le changement climatique mondial et la réalisation des objectifs du développement durable au niveau national, y compris la réduction de la pauvreté. Compte tenu du délai fixé à 2015 pour la réalisation des OMD, les incidences inégalement réparties et disproportionnées du changement climatique pour les pauvres du monde et les communautés vulnérables devraient constituer le premier cadre de référence de la mise en œuvre des activités pour l'adaptation après 2012.

En dépit de la mise en place de mesures intergouvernementales pour financer l'adaptation, la fourniture de services nationaux, de ressources et d'instruments demeure fragmentée et se fait au cas par cas. Les efforts mondiaux et soutenus pour intégrer l'adaptation au développement durable devraient donc porter sur :

- L'accroissement des ressources financières pour la fourniture nationale de services en vue d'évaluer les coûts et de mettre en œuvre des pratiques d'adaptation à l'initiative de chaque pays.
- Le renforcement de l'appui à des mesures nationales et concertées qui relient le rapport politique et programmatique avec l'adaptation au changement climatique et les objectifs nationaux plus vastes de développement durable afin d'améliorer les capacités d'adaptation et de réduire la vulnérabilité des pauvres et des communautés vulnérables.

La communauté internationale devrait s'engager à renforcer les capacités techniques, politiques et institutionnelles et à garantir un meilleur accès aux sources existantes et nouvelles de financement pour mettre en œuvre des pratiques d'adaptation pilotées par les pays et expressément associées aux objectifs du développement durable, y compris en adoptant des mesures étroitement intégrées aux initiatives nationales pour réduire la pauvreté, améliorer la santé humaine et la sécurité alimentaire, promouvoir des services énergétiques durables et lutter contre la perte de biodiversité et la désertification. 



accorder l'instru



Le Mécanisme pour un développement propre (MDP) joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Ses réalisations sont remarquables, notamment parce que le régime relatif aux changements climatiques ne possédait encore aucune expérience du marché il y a à peine cinq ans. Les mécanismes de marché du Protocole constituent la première tentative de l'Organisation des Nations Unies de créer et de réguler un bien mondial.

Toutefois, le Protocole n'a jamais été envisagé comme une solution aux changements climatiques, ni ses mécanismes de marché comme des produits finis. Le Protocole est limité dans son objectif de réduction des émissions à l'échelon mondial, dans son calendrier et au niveau des pays qui participent. Etant donné l'ampleur du défi que représente le changement climatique, il ne peut s'agir que d'un préambule à un effort élargi et renforcé, toujours lourdement tributaire de mécanismes de marché qui devront peut-être évoluer pour stimuler les transferts de capitaux et de technologies indispensables. L'étude de la « Stern Review » estime que 20 à 30 milliards par an doivent être investis pour couvrir les surcoûts de la décarbonation. Le déploiement annuel de capital au moyen des transactions primaires du Mécanisme pour un développement propre a doublé passant de 2,4 milliards à 4,8 milliards entre 2005 et 2006 et double à nouveau en 2007. Mais il ne s'agit là que d'une fraction de ce qui est nécessaire. Le Mécanisme pour un développement propre peut et doit faire mieux.

Pour les pays industrialisés, le Mécanisme pour un développement propre a pour objectif de réduire suffisamment les émissions pour diminuer le coût de leurs engagements de réduction au titre du Protocole. Le MDP a enregistré plus de 900 projets pouvant potentiellement dégager jusqu'à 1 milliard de tonnes de CO₂ d'ici à la fin de 2012. Au moins 1 800 autres projets, qui pourraient dégager plus de 1,5 milliard de tonnes d'ici là sont en cours de certification.

Pour les pays en développement, le MDP a deux objectifs : promouvoir un développement national durable et aider à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Pour atteindre ces objectifs, il doit faire la preuve de son efficacité dans la décarbonation des modes de production et de consommation des pays en développement. A cet égard, ces résultats ne sont pas très satisfaisants.

Il s'est tout d'abord concentré sur des projets d'élimination des gaz industriels présentant des risques élevés de réchauffement de la planète et des coûts d'élimination extrêmement faibles — notamment le HFC-23 et le N₂O. C'était bien par là qu'il fallait commencer : sans le MDP, leur élimination ne serait pas encouragée. Les projets ont permis au MDP d'obtenir des réductions précoces, d'instaurer une confiance commerciale et de diminuer le coût initial des réductions d'émissions certifiées. Mais leur maintien au-delà de 2012 demeure problématique.

ument

par Christiana Figueres

Le MDP a également montré qu'il pouvait stimuler l'intérêt suscité par des technologies éprouvées au niveau commercial afin de capturer la chaleur et les gaz dégagés par les déchets, augmentant ainsi l'efficacité et réduisant l'impact environnemental local des industries à forte intensité de carbone telles que le fer et l'acier, le ciment et les produits chimiques. Il a également commencé à soutenir la récupération et l'utilisation du méthane ainsi que l'efficacité dans les mines de charbon, l'exploration et la distribution du pétrole et du gaz.

Et pourtant le MDP n'a pas fait la preuve de toutes ses capacités. Jusqu'à présent, il n'a pas :

- Montré comment les projets de réduction des émissions peuvent favoriser et soutenir la décarbonation des transports et des matériaux, lesquels regroupent plus de la moitié des émissions totales de carbone et sont les sources qui augmentent le plus rapidement dans les marchés en développement;
- Montré le potentiel de la création de puits à carbone par le reboisement, entraînant un énorme déséquilibre au niveau des efforts internationaux déployés pour gérer le changement climatique;
- Soutenu des moyens de subsistance durables et favorisé l'accès à l'énergie pour les pauvres des zones rurales et périurbaines, privant l'Afrique subsaharienne et les pays les moins avancés d'un accès au financement de la réduction du carbone;
- Traité le problème posé par le méthane produit par les déchets urbains avec une consistance réglementaire suffisante pour promouvoir une solution durable à la question naissante de la gestion des déchets;
- Abordé utilement la question des centrales à charbon, soit la source la plus importante d'émissions de gaz à effet de serre; ni
- Joué un rôle important dans le passage des combustibles à forte intensité de carbone vers des combustibles fossiles à faible intensité de carbone.

Ces faiblesses résultent pour l'essentiel de la création du MDP en tant qu'instrument fondé sur des projets. En le limitant à des réductions d'émissions provenant de sources ponctuelles, on a affaibli son potentiel de promotion de la transformation nécessaire à l'échelle d'un secteur, en canalisant de manière rentable les capitaux et le savoir-faire pour décarboner des secteurs à forte intensité de carbone tels que l'énergie, les transports et l'infrastructure.

L'innovation la plus importante pour la période 2008-2012 est l'introduction de « programmes d'activités », aboutissant sur des réductions d'émissions grâce à de nombreuses actions résultant d'une mesure gouvernementale ou d'une initiative du secteur privé. Au lieu de se limiter à une seule installation, comme pour les projets traditionnels, ceux-ci encouragent la décarbonation de tout un secteur ou d'un sous-secteur, et pourraient fournir une première ouverture vers des réductions d'émissions basées sur des politiques et à l'échelle de tout un secteur dans les pays en développement. Ils sont complémentaires des projets MDP dans la structure du marché et encouragent les gouvernements des pays en développement à adopter et à mettre en œuvre des politiques et des mesures respectueuses du climat, les aidant à se préparer à participer plus largement à un futur régime sur le climat.


La gouvernance du MDP exige également une attention immédiate. Une structure d'appui efficace et reconnue est fondamentale, car elle fournit une mémoire institutionnelle, une analyse de fond impartiale et une consistance réglementaire. L'institutionnalisation du MDP a peu à peu fait ses preuves, réorientant lentement mais sûrement les activités analytiques de son Conseil exécutif vers un secrétariat technique en plein développement, augmentant ainsi ses capacités en matière de connaissances institutionnelles. Il est dorénavant indispensable, même si c'est moins acceptable actuellement sur le plan politique, de professionnaliser le Conseil exécutif. Il est déraisonnable d'espérer d'un organisme à temps partiel et bénévole dont les membres sont désignés par roulement, défini plus par des considérations politiques que par une expérience économique, qu'il gère un marché évalué à des dizaines de milliards de dollars par an.

D'autres mesures spécifiques méritent une attention soutenue pour après 2012.

- Élimination des gaz industriels en tant que catégorie d'actifs admissibles. La poursuite de l'admissibilité des gaz industriels exacerberait les distorsions existantes dans les flux de financement de la réduction du carbone en faveur des pays nouvellement industrialisés à revenu moyen et détournerait des capitaux de la décarbonation de leur approvisionnement en énergie et de leurs infrastructures. Étant donné que l'essentiel des gaz industriels a dorénavant été éliminé, les pays en développement devraient exiger l'élimination du reste en tant que norme de production. L'OCDE devrait envisager un programme de subvention à l'intention des pays les plus pauvres pour garantir qu'ils puissent installer les catalyseurs et le matériel d'incinération nécessaires.
- Création de conditions équitables pour les activités de foresterie. La gamme complète des interventions de sylviculture pour créer des puits biologiques pourrait être intégrée à des régimes de gestion du changement climatique après 2012, un processus qui a été lancé par la récente décision de Bali sur la déforestation évitée.
- Octroi de crédits sectoriels. Dans le cadre du MDP programmatique, les pays en développement créent des capacités afin d'élaborer et de soumettre des plans de réduction fondés sur les politiques à l'échelle d'un secteur résultant de la transformation des modes de production et de consommation. À moyen terme, les pays les plus importants et bénéficiant d'un développement rapide pourraient atteindre le stade de mécanismes d'attribution de crédits par secteur, en établissant des niveaux de référence clairs en termes « d'intérêt national », et être récompensés pour l'obtention de nouvelles réductions dans « l'intérêt mondial » au cours d'une période déterminée. Les niveaux de référence seraient progressifs, concrétisant l'engagement du gouvernement de réduire l'intensité de carbone tout en parvenant à atteindre des objectifs nationaux d'efficacité économique. Une certaine forme d'attribution de crédits par secteur sera essentielle pour mobiliser le niveau d'investissement privé nécessaire pour transformer des économies de la taille de l'Inde et de la Chine qui enregistrent une croissance de 6 à 8 % par an, et pour soutenir la reconstitution du capital existant à forte intensité de carbone des économies des pays industriels à plus faible croissance.

À cet égard, il sera nécessaire de relever plusieurs défis. Le premier et le plus évident est l'absence d'incitation à définir volontairement des niveaux de référence sectoriels d'intérêt national : on préfère des références à forte intensité de carbone qui portent à leur maximum les attributions potentielles de crédits à partir du mécanisme. Ensuite, il faudra établir des différences au sein du Groupe des 77 et de la Chine, ce qui est essentiel pour faire évoluer le régime, mais extrêmement difficile politiquement, étant donné la longue tradition et la position solidement établie du Groupe en matière de négociations. Finalement, et surtout, la possibilité d'un approvisionnement exponentiel du mécanisme du marché repose sur une croissance suffisante de la demande, conditionnée par des engagements de réduction plus importants de la part des pays développés.

La gestion du changement climatique par le marché exige des mises au point et des ajustements sans fin. Elle doit être soutenue par des observations et des analyses approfondies ainsi que par des réformes politiques et réglementaires rapides et réfléchies, au fur et à mesure que l'on prend conscience de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Le Protocole de Kyoto a constitué une contribution extraordinaire et riche d'enseignements qui nous a permis de mieux comprendre comment financer la décarbonation et la résistance aux changements climatiques grâce aux mécanismes de marché. Les gouvernements doivent maintenant identifier les domaines nécessitant de nouvelles améliorations et une action rapide. L'ampleur du défi laisse présumer que le marché continuera de jouer un rôle important dans la maîtrise du climat mais il ne pourra être efficace que si les gouvernements sont en mesure de procéder à des améliorations opportunes.

Le présent article est un résumé des travaux réalisés en collaboration avec Ken Newcombe. 

produits

Une deuxième vie pour les ceintures de sécurité



Qui a dit que l'on ne pouvait pas recycler les ceintures de sécurité ? Ting, une compagnie novatrice dans le secteur de la conception de produits durables, a créé un hamac fabriqué entièrement à partir de rebuts de ceintures de sécurité inutilisables car elles sont légèrement décolorées ou qu'elles n'ont pas passé le test de résistance à la cassure pour une traction de 2,5 tonnes. Les hamacs peuvent accueillir deux personnes et existent en trois couleurs, y compris le vert (ceintures de sécurité fabriquées à l'origine pour les ambulances) et l'orange (destinées aux avions d'Easyjet). Ting fabrique également des bagages, des ceintures et des portefeuilles à partir de matériaux de récupération.

<http://www.tinglondon.com/>

Presse à huile

« Mafuta Mali », une presse à huile manuelle, est devenue la presse la plus populaire pour les graines de tournesol et de sésame en Afrique de l'Est et en Afrique centrale. Elle est produite par Kickstart, une ONG qui élabore de nouvelles technologies à faible coût pour aider les individus à créer de petites entreprises et à sortir de la pauvreté. Elle extrait l'huile à partir des graines de tournesol, de sésame et autres huiles. Le filtre produit alors une huile de cuisine claire, pressée à froid et nourrissante prête pour la vente et la consommation. Kickstart a vendu près de 1 000 presses à ce jour, ce qui a contribué à créer plus de 700 entreprises de pression d'huile et plus de 1 500 nouveaux emplois dans ce secteur, en Afrique.

<http://www.kickstart.org>



Prise écolo



Une énorme quantité d'énergie est gaspillée tous les jours car les utilisateurs n'éteignent pas leurs chargeurs après avoir rechargé leur téléphone mobile, leur ordinateur et autres gadgets électroniques. Même lorsqu'un portable est débranché, le chargeur continue de consommer de l'énergie s'il reste dans la prise, entraînant un gaspillage important. Mais ceci pourrait bien changer grâce à la prise écolo, un nouveau dispositif intelligent qui se débranche automatiquement dès que l'appareil est rechargé. Grâce à un mécanisme ingénieux, une prise écolo peut charger plusieurs appareils, des ordinateurs et imprimantes aux lecteurs MP3 et autres produits. Ainsi, vous pouvez également recharger votre ordinateur portable, votre lecteur MP3, etc. même si vous perdez le chargeur de l'un de ces appareils. Les fabricants de la prise indiquent que pour la seule année 2008, 434 millions de dispositifs d'alimentation électrique externes arriveront en fin de vie aux Etats-Unis et que seulement 12,6 % d'entre eux seront recyclés, ce qui signifie que 379 millions seront mis en décharge aux Etats-Unis. La prise écolo pourrait contribuer à résoudre ce problème.

<http://www.greenplug.us>

Jouets sans pile

Les premiers jouets électroniques sans pile sont arrivés sur le marché mondial. Connus sous le nom d'Ecotronic Toys, ils sont conçus sur la base du principe de la dynamo, ce qui signifie qu'il faut les faire bouger pour qu'ils puissent fonctionner, ce qui stimule en outre les capacités d'exploration de l'enfant et son attrait pour le jouet. Les premiers jouets de la gamme comprennent une fusée traditionnelle pour les garçons, un microphone, un canard que l'on peut tirer derrière soi et une radio à remonter. Outre qu'ils diminuent la nécessité d'acheter des piles polluantes, les jouets sont également vendus dans des emballages écologiques fabriqués à partir de pulpe de papiers biodégradables, matériaux utilisés pour la fabrication des boîtes d'œufs. Comme une boîte d'œufs, la forme de l'emballage épouse et protège parfaitement le jouet sans qu'il soit nécessaire d'ajouter du plastique ou du ruban adhésif.

<http://www.ecotronic toys.com>



Ecophone



Nokia, le géant finlandais de la téléphonie mobile a lancé son portable le plus écologique, le Nokia 3100 Evolve. Le boîtier du téléphone est fabriqué à partir de 50 % de matériaux renouvelables et il est présenté dans un petit emballage fabriqué à partir de 60 % de contenu recyclable. Il est également vendu avec un chargeur qui selon Nokia utilise 94 % d'énergie en moins que les normes préconisées par Energy Star.

<http://www.nokia.com>

La bicyclette multitâches

« Aquaduct » est une bicyclette conçue pour le monde en développement car elle permet de transporter et de purifier de l'eau tout en pédalant. Ce prototype novateur a battu les 101 autres participants au concours des machines à pédales « Innovor ou Mourir » de la société Google, visant à encourager les solutions environnementales novatrices basées sur des machines à pédales. Cette bicyclette a pour but de fournir un accès à l'eau potable aux communautés rurales. Unique et fonctionnelle, elle permet de transporter, de filtrer et de stocker de l'eau tout en pédalant et elle est donc parfaitement adaptée aux habitants des pays en développement qui doivent marcher pendant des kilomètres pour se procurer de l'eau non filtrée. Le cycliste peut également filtrer de l'eau polluée sans rouler grâce à un système d'embrayage qui libère la courroie de la manivelle de la pédale.

<http://www.innovate-or-die.com>



Voitures hybrides

La plupart des trajets automobiles quotidiens dans le monde sont relativement courts : aux Etats-Unis, 78 % des banlieusards qui se rendent à leur travail en voiture effectuent des trajets de 90 kilomètres ou moins aller-retour. La voiture du futur, conçue spécialement pour effectuer ces trajets quotidiens en utilisant très peu de carburant, est peut-être à portée de main. Les constructeurs automobiles essayent de lancer de nouveaux prototypes de véhicules électriques hybrides équipés de piles qui peuvent être rechargées en branchant une prise à une source d'énergie électrique. La véritable nouveauté est que bien qu'ils soient dotés d'un moteur à combustion comme les véhicules hybrides ordinaires, ils sont conçus pour fonctionner uniquement avec le moteur électrique pour les trajets quotidiens, lequel leur fournit une autonomie d'environ 60 kilomètres ou plus avant de passer au moteur à essence. Ces nouveaux types d'hybrides pourraient révolutionner notre rapport aux combustibles fossiles et réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre. Ils ne sont pas encore entrés dans la chaîne de production mais Toyota, General Motors, Ford et Chrysler, ainsi que quelques petites start-up, ont tous annoncé leur intention de les fabriquer dans les prochaines années. La Chevrolet Volt de General Motors et la Prius de Toyota devraient être les premières à être fabriquées commercialement et pourraient être mises en circulation d'ici la fin de l'année 2010. La course est lancée.

<http://www.chevrolet.com/electriccar/>



Apple écolo



Greenpeace s'est félicité du nouvel ordinateur portable d'Apple, le MacBook Air, saluant les efforts faits par la société Apple pour fabriquer un ordinateur respectueux de l'environnement. La nouvelle machine ne contient ni mercure ni arsenic. Apple a réduit les quantités de retardateurs de flammes bromés et de chlorure de polyvinyle (PVC), pour faire de ce produit son ordinateur le plus écologique à ce jour, ce qui selon Greenpeace, devrait permettre de relever la barre pour le reste de l'industrie de l'informatique.

<http://www.apple.com>



Avec plus de 140 films et une quinzaine de prix prestigieux à son actif, Amitabh Bachchan est la plus grande des stars de Bollywood. C'est aussi un ardent avocat de la lutte contre les changements climatiques : convaincu que ces derniers constituent une menace pour notre planète, il s'est donné pour mission de réduire sa propre empreinte carbone et de persuader ses centaines de millions d'admirateurs d'en faire autant, mobilisant pour ce faire d'autres vedettes, dont son propre fils et sa belle-fille qui, avec lui, constituent la « première famille » du cinéma indien.

Pour celui que ses fans appellent le « Big B », le réchauffement planétaire est, en effet, un problème extrêmement grave que l'on ne saurait ignorer plus longtemps, ce qui l'a décidé à faire en sorte qu'il se trouve à l'avant-plan des préoccupations, en particulier en Inde, et à faire de Bollywood « un puissant outil de sensibilisation du public ».

Il a d'ailleurs déjà eu un certain succès. L'année dernière, un thème écologique a été retenu, à son instigation, pour la remise des IIFA Awards, les "Oscars" du cinéma indien. Quelque 450 millions de spectateurs du monde entier ont ainsi pu voir Bachchan et d'autres vedettes monter sur scène pour exposer l'importance du problème des changements climatiques et la nécessité d'agir.

Cela s'est accompagné de la projection d'un court métrage sur le réchauffement global réalisé spécialement pour cette occasion avec la participation de Tony Blair, à l'époque Premier Ministre britannique, de Bachchan et de Shekhar Kapoor, autre figure légendaire du cinéma indien, et des actrices hollywoodiennes Heather Graham et Sienna Miller. Ce film était produit par Global Cool, un organisme de bienfaisance qui entend persuader un milliard de personnes à travers le monde de réduire leurs émissions de dioxyde de carbone d'une tonne en moyenne par an pendant les dix prochaines années.

La cérémonie — qui a eu lieu en Angleterre, le deuxième pays plus grand consommateur de films indiens au monde — a également servi de cadre au lancement du partenariat « IIFA Bond for Global Cool » dont le but est d'impliquer les fans dans la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de CO₂ visé par Global Cool. Le tapis rouge traditionnel a même été remplacé par un tapis vert. Et l'IIFA a élaboré des plans pour que toutes ses manifestations futures aient un

bilan neutre en matière d'émissions de carbone grâce à l'application de toute une série de normes environnementales.

Bachchan, qui a fait des études scientifiques, déclare : « Notre objectif est de transmettre ce message à des personnes qui, autrement, pourraient ne pas avoir conscience des conséquences néfastes que peut avoir le réchauffement de la planète. Même les changements les plus modestes et les plus simples peuvent contribuer à retarder le moment où le climat basculera ». Invité à donner des exemples, il a répondu : « Eteignez les lumières si vous n'en avez pas besoin, ne chargez pas trop longtemps votre téléphone portable et ne laissez jamais le poste de télévision en veilleuse ».

Il a lui-même modifié son mode de vie en utilisant des ampoules à faible consommation d'énergie et en passant à l'électricité tirée de sources d'énergie renouvelables dans son appartement londonien. Il a réduit le nombre de ses voyages et décidé de faire ses courses dans son quartier au lieu de prendre sa voiture pour aller au supermarché. Avec d'autres vedettes de Bollywood, il s'est rendu à la cérémonie de remise des IIFA Awards à Harrogate, dans le Yorkshire, en train plutôt qu'en voiture ou en hélicoptère.

Sa prochaine initiative consistera à parcourir 18 pays des six continents avec d'autres superstars de Bollywood, notamment son fils Abhishek et sa nouvelle belle-fille, Aishwarya Rai, qui partagent son engagement. Ce voyage intitulé « The Unforgettable Tour » (la tournée inoubliable) associera représentations et sensibilisation aux changements climatiques.

« Il s'agit, pour l'Inde et son industrie cinématographique, d'exploiter la forte médiatisation et l'énorme popularité de cette dernière pour attirer l'attention des Indiens et du monde entier sur les changements climatiques » dit-il. « L'Inde joue un rôle de plus en plus important dans le réchauffement de la planète. C'est une économie qui se développe fortement et avec rapidité ».

Il souligne que le verdict est sans appel : la communauté internationale n'a plus que huit ans pour commencer à prendre des mesures radicales, « un laps de temps très court ». Mais, ajoute-t-il, « je pense que nous pouvons collectivement changer le cours des choses en apportant, chacun, notre pierre à l'édifice ».

Amitabh Bachchan



www.unep.org/ourplanet